

Rapport

d'activité / 2006



Les premiers documents concrétisant pour les assurés le droit à l'information sur leur future retraite leur seront envoyés au cours du deuxième semestre de l'année 2007. Cet objectif constitue pour le Gip Info Retraite et les trente-six organismes qui le composent un véritable challenge.

Tout au long de l'année 2006, nous avons organisé au mieux notre activité pour atteindre dans de bonnes conditions cet objectif ambitieux et nous avons franchi des étapes décisives dans la conduite de notre projet.

Le dispositif juridique a été complété, avec un premier avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés le 26 mai et la publication des deux décrets d'application de l'article 10 de la loi du 21 août 2003 le 19 juin.

Les deux documents mentionnés par la loi, le relevé de situation individuelle et l'estimation indicative globale, ont été adoptés dans leur forme définitive après avoir été soumis à des tests auprès d'un panel d'assurés.

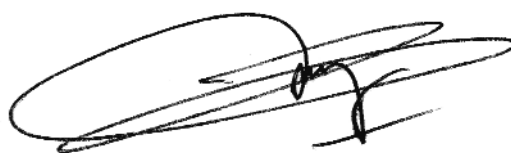
La construction du système d'information a été poursuivie. L'annuaire et le collecteur ont été livrés dans le calendrier initial élaboré avec les maîtres d'œuvre et tous les organismes membres du Gip ont procédé aux premières adaptations indispensables de leurs systèmes d'information.

Les conséquences sur les relations entre nos organismes et les assurés d'un envoi unique ont été expertisées et déclinées dans plusieurs domaines : désignation de l'expéditeur, formation des agents, suivi de la qualité des envois, gestion des retours.

Parallèlement à ces travaux sur notre projet principal, nous avons mis en ligne l'outil de simulation M@rel et le site Internet du Gip. Après l'ouverture de ces deux services le 21 juin leur fréquentation a été et demeure élevée, témoignant du besoin auquel ils répondent.

Nous avons au total confirmé en 2006 notre capacité à travailler ensemble au service d'un projet fédérateur et consensuel. Il nous reste désormais à mener ce projet à son terme, animés par le même esprit de collaboration et de concertation qui maximise nos chances de succès.

Le Président du Conseil d'administration
Claude DOMEIZEL

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a final vertical stroke.

Rapport

d'activité / 2006

E

R

I

A

M

M

O

S

INTRODUCTION	p.5
--------------------	-----

CHAPITRE 1 : Le dispositif juridique	p.6
--	-----

- 1.1 L'avis de la Cnil du 26 mai sur les projets de décret**
- 1.2 Les décrets du 19 juin**
- 1.3 La décision du Conseil d'administration du Gip du 5 juillet**

CHAPITRE 2 : La vie institutionnelle	p.6
--	-----

- 2.1 L'Assemblée générale et la modification de la convention constitutive**
- 2.2 Le Conseil d'administration**
- 2.3 Le Comité des usagers**
- 2.4 Le Comité technique et les groupes de travail associés**

CHAPITRE 3 : La mise en œuvre du programme d'activité	p.8
---	-----

- 3.1 Les documents à communiquer aux assurés**
- 3.2 La production et les échanges de données entre les systèmes d'information**
- 3.3 Les relations avec les assurés**
- 3.4 L'outil de simulation**
- 3.5 La communication et le site Internet**

CHAPITRE 4 : La gestion administrative et financière	p.15
--	------

- 4.1 Le personnel**
- 4.2 Les comptes**
- 4.3 Les consultations et appels d'offres**

LES ANNEXES	p.16
-------------------	------

- Annexe 1** : la délibération n° 2005-109 du 26 mai 2005
- Annexe 2** : les membres du Gip
- Annexe 3** : le Conseil d'administration
- Annexe 4** : la répartition des contributions entre les organismes membres
- Annexe 5** : le Comité des usagers
- Annexe 6** : le Comité technique
- Annexe 7** : la maquette de l'estimation indicative globale
- Annexe 8** : la signature par les organismes des conventions indiquant leur degré d'implication
- Annexe 9** : la détermination des régimes expéditeurs
- Annexe 10** : les exclusions d'envoi
- Annexe 11** : les premières estimations de la qualité des envois
- Annexe 12** : l'organisation de la maintenance de l'outil de simulation
- Annexe 13** : le communiqué de presse du 21 juin 2006
- Annexe 14** : l'équipe permanente du Gip
- Annexe 15** : le programme d'activité pour l'année 2007
- Annexe 16** : le budget 2007



INTRODUCTION

Le rapport d'activité pour l'année 2006 aborde successivement les quatre chapitres autour desquels ont été organisés les travaux du Gip :

Le dispositif juridique. L'article 10 de la loi du 21 août 2003 annonce deux décrets d'application, qui sont parus après que la Commission nationale de l'informatique et des libertés a donné son avis. Le Conseil d'administration du Gip a alors pu prendre les décisions qui lui reviennent, en application des deux décrets.

La vie institutionnelle. Le Gip est une entité composée de trente-six organismes, dont le fonctionnement est régi par une convention constitutive et repose sur une transparence totale, qui exige un formalisme strict. Les instances prévues par la convention constitutive, Assemblée générale, Conseil d'administration, Comité des usagers, Comité technique ont donc été régulièrement réunies et leurs décisions ou études ont fait l'objet de compte-rendus et de relevés de conclusions largement diffusés.

La mise en œuvre du programme d'activité. Le Conseil d'administration du Gip a adopté, le 17 novembre 2005, le programme d'activité pour l'année 2006 et le budget associé. En application de ces décisions, des études et des travaux ont été menés, relatifs aux documents à communiquer aux assurés, aux échanges de données entre les systèmes d'information et aux relations entre les organismes et les assurés, parallèlement à la livraison de l'outil de simulation et du site Internet du Gip.

La gestion administrative et financière a tenu compte de la constitution de l'équipe permanente du Gip et a permis de stabiliser les procédures suivies pour l'établissement du budget et des comptes et les consultations des prestataires.

CHAPITRE 1 : LE DISPOSITIF JURIDIQUE

1.1. L'AVIS DE LA CNIL DU 26 MAI SUR LES PROJETS DE DÉCRET

La Commission nationale de l'informatique et des libertés, saisie le 9 juillet 2004 par le ministre des solidarités, de la santé et de la famille d'un projet de décret en Conseil d'Etat relatif aux modalités et au calendrier de mise en œuvre progressive du droit des assurés à l'information sur leur retraite et modifiant le code de la sécurité sociale et d'un projet de décret relatif au droit à l'information des assurés sur leur retraite, a émis l'avis suivant (annexe 1 : délibération n° 2005-109 du 26 mai 2005) :

« ..., la Commission :

- considère que la collecte et la conservation du NIR des bénéficiaires du droit à l'information sur les retraites par les organismes concernés par la mise en œuvre du droit à l'information des assurés sur leur retraite est légitime ;
- rappelle au ministère, au groupement d'intérêt public, et aux organismes concernés, que les projets de décret présentés ne sauraient être considérés comme les actes réglementaires constitutifs de traitements de données à caractère personnel et que la Commission devra, en tout état de cause, être saisie en temps utile des traitements appelés à être mis en œuvre ;
- prend acte qu'elle sera saisie des projets d'arrêtés précisant les modalités de recueil, d'échange et de conservation des données mises en œuvre dans le cadre du droit à l'information des assurés sur leur retraite ;
- demande à ce que les projets de texte présentés soient complétés par une disposition rappelant aux partenaires l'obligation d'information des assurés découlant de l'article 32 de la loi "informatique et libertés". »

1.2. LES DÉCRETS DU 19 JUIN

L'article 10 de la loi annonce la parution de deux décrets d'application.

Le décret en Conseil d'Etat n°2006-708 fixe le cadre juridique des travaux de mise en œuvre du droit à l'information. Il autorise les organismes gestionnaires à échanger les données nécessaires à la constitution des documents du droit à l'information, tant les données d'identification, et notamment le Numéro d'inscription au répertoire des personnes physiques de l'Insee, plus connu sous le nom de numéro de sécurité sociale, que les données de carrière et tous les éléments susceptibles d'avoir une incidence sur l'âge de départ à la retraite ou le montant de la pension.

Il établit quelques restrictions pour une période transitoire et fixe un calendrier de montée en charge sur quatre ans.

Le décret simple n°2006-709 précise les bénéficiaires du droit à l'information et la nature de l'information fournie dans les deux documents :

- pour le relevé de situation individuelle : l'état civil, les années d'affiliation ou de rattachement à chaque régime, les droits constitués dans ces régimes, les données susceptibles d'influencer les droits à pension, et la collation de ces données,
- pour l'estimation indicative globale : les données du relevé de situation individuelle, auxquelles s'ajoute une estimation détaillée du montant des pensions à plusieurs âges.

1.3. LA DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GIP DU 5 JUILLET

Après la parution des décrets d'application, le Conseil d'administration a pris une décision, le 5 juillet 2006, portant sur les sujets que les décrets l'invitent à préciser.

La décision se compose de trois parties.

La première partie traite des modalités techniques d'échange et de conservation des données nominatives nécessaires à l'établissement des documents supports du droit à l'information prévus par l'article L.161-17 du code de la sécurité sociale. Cette partie correspond aux éléments visés à l'article R.161-13 du code de la sécurité sociale.

La deuxième partie indique les modalités garantissant la fiabilité de l'identification des personnes qui demandent un relevé de situation individuelle et l'intégrité et la confidentialité des échanges qui interviennent alors. Cette partie correspond aux éléments visés dans l'article D.161-2-1-5 du code de la sécurité sociale.

La troisième partie définit les conditions garantissant l'intégrité et la confidentialité des échanges d'adresses entre les organismes chargés de l'envoi des documents. Cette partie correspond aux éléments visés dans l'article D. 161-2-1-6.III du code de la sécurité sociale.

L'ensemble du dossier a ensuite été transmis à la Cnil, qui prendra une deuxième délibération dans le courant de l'année 2007.

CHAPITRE 2 : LA VIE INSTITUTIONNELLE

2.1. L'Assemblée générale et la modification de la convention constitutive

L'Assemblée générale du Gip Info Retraite a été réunie pour la troisième fois depuis la création du Gip le 2 octobre 2006, après les séances du 5 juillet 2004 et du 3 février 2005.

L'Assemblée générale, qui s'est déroulée dans les locaux de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (Agirc) et de l'Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés (Arrco) a adopté à l'unanimité deux amendements à la convention constitutive du Gip :

- dans le préambule, à l'article 19 et à l'annexe 1 de la convention constitutive, les mots "la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP)" ont été supprimés.

L'amendement a découlé de l'article 70 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 qui a mis fin au régime spécial d'assurance vieillesse et invalidité du personnel de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, à compter du 1^{er} janvier 2006.

- dans le préambule, à l'article 19 et à l'annexe 1, les mots "l'Organisation autonome nationale de l'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce (Organic) et la Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (Cancava)" ont été remplacés par les mots : "le Régime social des indépendants (RSI)".

L'amendement a entériné la mise en place effective en 2006 du Régime social des indépendants, après la publication de l'ordonnance n°2005-1528 du 8 décembre 2005 relative à la création du Régime.

La liste des membres du Gip et la composition du Conseil d'administration ont été modifiées en conséquence (annexes 2 et 3).

L'Assemblée générale du Gip a en outre approuvé le tableau indiquant la clé de répartition des contributions entre les membres du Groupement pour la période 2007/2009 (annexe 4).

2.2. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2006, le Conseil d'administration a tenu ses séances :

- le 15 février, à Bercy, dans les locaux du ministère de l'Economie et des Finances ;
- le 24 avril, à Marseille, dans les locaux des Caisses de prévoyance et de retraite de la Société Nationale des Chemins de Fer français ;
- le 5 juillet, à Paris, dans les locaux du Régime social des indépendants ;
- le 2 octobre, dans les locaux de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (Agirc) et de l'Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés (Arrco) ;
- le 12 décembre, dans les locaux de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Le 15 février, le mandat de la Présidente du Conseil d'administration, Danièle KARNIEWICZ, venant à expiration, le Conseil a élu son nouveau Président, Claude

DOMEIZEL, Président du Conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, pour une durée de dix-huit mois. Danièle KARNIEWICZ, Présidente du Conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés et Bernard DEVY, Vice-président de l'Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés, ont été élus Vice-présidents pour la même durée.

Le Conseil d'administration a ensuite statué sur les principaux dossiers ci-après :

- les documents à communiquer aux assurés ;
- les échanges de données entre les organismes ;
- les relations avec les assurés ;
- l'outil de simulation ;
- le site Internet ;
- les comptes, le budget et le programme d'activité.

2.3. LE COMITÉ DES USAGERS

Le Comité des usagers (annexe 5) s'est réuni les 26 janvier, 22 juin et 7 novembre 2006. Pendant ces séances, le Comité a pris connaissance de l'état d'avancement du projet et a formulé ses avis, notamment sur les projets de documents qui lui ont été soumis. Les relevés de conclusions des réunions ont été communiqués au Conseil d'administration du Gip qui a pris plusieurs décisions à la suite des propositions du Comité des usagers.

2.4. LE COMITÉ TECHNIQUE ET LES GROUPES DE TRAVAIL ASSOCIÉS

Le comité technique (annexe 6) s'est réuni les 25 janvier, 2 mars, 5 avril, 10 mai, 15 juin, 5 juillet, 12 septembre, 4 octobre et 22 novembre afin, d'une part, d'instruire techniquement les dossiers à présenter au Conseil d'administration et, d'autre part, de procéder à leur mise en œuvre. Les thèmes abordés ont donc été identiques à ceux abordés par le Conseil d'administration.

Le comité technique a créé des groupes de travail, chargés d'approfondir les points suivants :

- documents et données ;
- échanges de données entre les systèmes d'information du Gip et des organismes membres : comité de maîtrise d'ouvrage déléguée et comité de maîtrise d'œuvre ;
- relations avec les assurés ;
- formation/information ;
- communication ;
- tableau de bord de la qualité des envois et des documents ;
- expérimentation des envois à 10 000 assurés, appelée "Pilote" ;
- outil de simulation : comité de pilotage et groupes techniques.

CHAPITRE 3 : LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTIVITÉ

3.1. LES DOCUMENTS À COMMUNIQUER AUX ASSURÉS

3.1.1. Les tests conduits auprès des assurés

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2005, des tests auprès d'un panel d'utilisateurs ont été organisés. Des documents ont été constitués portant sur les carrières réelles des utilisateurs sélectionnés. Un appel d'offres a été lancé pour recruter un prestataire de services et la société "Les Nouveaux Armateurs" a été retenue.

Les tests comportaient plusieurs objectifs :

- s'assurer de la compréhension générale des documents ;
- cerner l'utilité perçue des documents par les différentes catégories d'utilisateurs ;
- évaluer l'apport des documents en termes de connaissance et de perception du système de retraite et des mécanismes de constitution de la retraite ;
- évaluer les comportements des assurés à la suite de la réception des documents et anticiper la charge des retours pour les régimes de retraite.

Les principaux enseignements des tests ont été les suivants :

"L'initiative est très bien perçue, elle répond à une attente latente, jusqu'ici non exprimée, mais bien présente.

L'apparition du Gip Info Retraite comporte un aspect à la fois positif et négatif. C'est la première structure qui va au devant des assurés, se met à leur portée et qui génère l'espoir d'une harmonisation d'un système très complexe et "atomisé". Par contre, son manque de notoriété et la difficulté à percevoir son rôle exact troublent les assurés dans un contexte de sollicitations fortes des officines financières de toutes sortes. On constate une aspiration des assurés à une information unique de la retraite. Le document se doit donc d'être particulièrement explicite sur ce point pour ne pas créer de faux espoirs et faire rejaillir une image positive sur les différentes entités.

La démarche rassure ou interroge : elle comporte et précise les connaissances que l'on avait déjà, ou bien les informations nouvelles apportées débouchent sur de nouvelles interrogations et des demandes d'éclaircissement complémentaires. Soit on ne cherche pas à comprendre, on fait confiance et on repousse les questions à plus tard, soit on veut tout connaître et comprendre maintenant.

L'apport d'information appelle une demande de précisions importante. Du "j'ignore tout" on veut passer au "je veux tout comprendre". L'information basique proposée se révèle ainsi rapidement insuffisante.

La demande est forte de comprendre tous les termes, sigles et mécanismes de calculs utilisés, que ce soit pour vérifier ou plus simplement pour se rassurer.

Chaque assuré s'intéresse davantage à sa situation personnelle qu'au fonctionnement général du système de retraite. Les informations généralistes sont peu perçues et mal intégrées. C'est au travers de sa situation personnelle et des questions que l'on se pose que l'assuré recherche à comprendre les lois de fonctionnement du système. Les explications détaillées des mécanismes de calcul des trimestres, des points, des décotes et des pensions sont à expliciter davantage dans les tableaux des Caisses, de la synthèse ou de l'EIG, que sur un document générique extérieur.

Le système des retraites étant très complexe et les demandes de précisions nombreuses, les organismes doivent s'attendre à des retours. Deux angles sont à développer : établir des relais opérationnels sur Internet pour les internautes, et mettre en place des services adaptés dans les organismes."⁽¹⁾

3.1.2. Les adaptations apportées aux documents

A la suite des tests, de nombreuses adaptations ont été apportées aux documents, pour d'une part améliorer leur lisibilité et, d'autre part, faciliter la compréhension pour l'assuré de l'origine du document, de son expéditeur et des organismes auxquels s'adresser pour obtenir des informations ou des modifications.

Les formulations ont donc été revues, allégées et les rôles respectifs du Gip et des organismes de retraite ont été précisés dans la lettre d'accompagnement, l'organisme expéditeur signant explicitement la lettre.

Les documents définitifs ont été adoptés par le Conseil d'administration le 24 avril (annexe 7), ainsi que le dépliant sur l'organisation et les valeurs du système de retraite français qui sera joint à chaque envoi.

3.2. LA PRODUCTION ET LES ÉCHANGES DE DONNÉES ENTRE LES SYSTÈMES D'INFORMATION

Pour donner une grande visibilité au déroulement des travaux sur les systèmes d'information en 2006 et favoriser ainsi la coordination des différents intervenants, un document intitulé "Plan projet du système d'information RIS/EIG" a été élaboré à la fin de l'année 2005.

Sur la base de ce document, les opérations indispensables aux échanges de données entre les systèmes d'information ont été conduites tout au long de l'année.

Le comité de maîtrise d'ouvrage déléguée, composé des représentants des régimes, de la maîtrise d'œuvre et du Gip, s'est réuni, conformément au Plan projet, une fois par mois, afin de faire régulièrement le point sur l'état d'avancement du projet et de prendre les

⁽¹⁾ Extrait de la conclusion du rapport remis par le prestataire à l'issue des tests

décisions opérationnelles. Les réunions ont été systématiquement précédées de réunions entre le Gip et les deux maîtres d'œuvre.

3.2.1. La réalisation de l'annuaire

L'annuaire est une entité à part entière, disjointe du système national de gestion des identités (SNGI) auquel il est adossé. Les modifications éventuelles faites par la Cnav des règles de gestion du SNGI sont sans incidence sur le fonctionnement de l'annuaire.

L'annuaire est propriété du Gip, qui le finance. Le Gip en confie la réalisation et l'exploitation à la Cnav. En conséquence, le Gip assure la maîtrise d'ouvrage durant la réalisation puis le pilotage et le suivi en phase d'exploitation, tandis que la Cnav assure la maîtrise d'œuvre et l'exploitation.

Une convention a été conclue entre le Gip et la Cnav, décrivant précisément les relations contractuelles entre les deux parties.

Plusieurs régimes importants ont estimé que l'initialisation de l'annuaire méritait d'être réalisée par une transmission spécifique concernant tous leurs assurés et non par une simple utilisation des affiliations au régime enregistrées au SNGI.

Pour la plupart des régimes, le chargement et la mise en production de l'annuaire ont été effectués en décembre 2006, afin de permettre les recettes du collecteur et des échanges avec les régimes participant au pilote, dans le courant du deuxième trimestre 2007.

3.2.2. La réalisation du collecteur

Le collecteur est une application unique développée à partir d'un cahier des charges fourni par le Gip. Cette application prend en charge les fonctions applicatives nécessaires à la réalisation des documents : le processus de concentration des informations et le processus de constitution des documents, notamment le feuillet de synthèse.

L'outil "collecteur" est loti en six parties : le moniteur de collecte, le moniteur de consolidation, le moniteur de publication, le moniteur de suivi, le moniteur d'archivage et le moniteur de statistiques.

Comme l'annuaire, le collecteur est propriété du Gip, qui le finance. Le Gip en confie la réalisation et l'exploitation à la Cnav, l'Arrco et l'Agirc. Le Gip assure la maîtrise d'ouvrage durant la réalisation puis le pilotage et le suivi en phase d'exploitation, tandis que la Cnav, l'Arrco et l'Agirc assurent la maîtrise d'œuvre et l'exploitation.

Une convention a été conclue entre le Gip, la Cnav, l'Arrco et l'Agirc, décrivant précisément les relations contractuelles entre les parties.

Les spécifications fonctionnelles détaillées décrivent le mode de fonctionnement des divers services du collecteur. Elles ont été réalisées par les opérateurs et ont donné lieu à validation par le Gip, maître d'ouvrage.

Les développements des diverses fonctionnalités du collecteur par les deux opérateurs ont été effectués. Une programmation de la livraison du collecteur par grands groupes de fonctionnalités a été communiquée au Gip et a permis de planifier la recette du collecteur proprement dit en novembre et décembre 2006.

Les fonctionnalités de collecte et suivi pour le relevé de situation individuelle ont été livrées en novembre et les fonctionnalités de consolidation, publication et archivage en décembre, conformément au calendrier convenu.

3.2.3. Les spécifications pour les échanges entre les régimes et les outils communs

Le Gip a produit un cahier des charges des échanges entre les systèmes d'information des organismes et les outils nationaux, insistant surtout sur les règles intéressant les régimes pour satisfaire les besoins d'information. Le cahier des charges reprend des extraits du plan projet et des spécifications générales, pour former un ensemble cohérent de nature à aider les organismes à conduire les travaux d'adaptation de leurs systèmes d'information. Les spécifications générales ont été diffusées en mars 2006, ainsi qu'une première version des spécifications détaillées des échanges (liste des codes, format).

Des compléments sur les circuits informatiques propres à l'établissement de l'estimation indicative globale ont été ensuite nécessaires. Outre le recueil préalable de données par les régimes, l'établissement de l'estimation exige en effet plusieurs étapes. Afin de limiter les allers-retours entre régimes et outils communs, il a été convenu que la durée d'assurance tous régimes, selon les règles du régime général, serait calculée à la suite de la centralisation, dans le cadre du SNGC, et transmise en même temps que les éléments de base.

La description des codes et formats des échanges a été stabilisée en juin.

3.2.4. Les autres spécifications fonctionnelles

Portail et fonctions interactives

Les agents des régimes auront à interroger l'annuaire pour connaître les différents régimes de rattachement de l'assuré et à suivre la constitution des documents, à consulter les documents publiés, à enregistrer des demandes de documents rectificatifs et de relevés de situation individuelle à la demande. Des dispositifs interactifs sont indispensables pour ces fonctions.

Les spécifications détaillées ont été réalisées pour les fonctionnalités de consultation de l'annuaire, du suivi et de la base archive, qui contient l'image des documents publiés.

D'autres spécifications détaillées pour les dépôts de demande de documents rectificatifs et de relevés de situation à la demande ont été programmées en janvier 2007.

Ces fonctionnalités pourront être activées par un portail spécifique.

En 2007, il est prévu d'intégrer ces fonctionnalités dans les applicatifs métiers des régimes, grâce à une technologie de "web-services" entre les applicatifs des régimes et ceux des opérateurs.

Spécifications détaillées des feuillets des régimes

Pour pouvoir s'adapter aux spécificités des régimes, le système comprend de nombreux paramétrages permettant de personnaliser le (ou les) feuillet(s) de chaque régime (colonnes du tableau carrière, tableaux complémentaires, zones de textes complémentaires, positionnements divers dans la gestion des adresses...). L'ensemble de ces paramètres par régime fait l'objet d'une mise au point entre chaque régime, le Gip et les opérateurs.

Cette mise au point a été réalisée pour l'essentiel, notamment pour les éléments ayant des incidences structurelles (ex : nombre et types de feuillets, structures de lignes de tableaux...).

La mise au point des logos a été entamée en fonction du rendu résultant des chaînes d'impression de masse.

Enfin, pour la première campagne, quelques régimes spéciaux ayant un nombre limité d'assurés⁽²⁾ seront uniquement connus de l'annuaire, sans émission de données.

3.2.5. Les opérations de recettes

Les opérations de recette de l'ensemble du système d'information du Gip ont débuté en 2006 et seront poursuivies en 2007.

La production des documents repose sur un nouveau système comprenant des évolutions des systèmes d'information des régimes, la création d'outils communs, et des échanges spécifiques. Il est nécessaire de vérifier le bon fonctionnement de chacun des éléments, puis le bon fonctionnement des échanges entre chaque régime et le collecteur, et enfin le bon fonctionnement d'ensemble.

L'organisation de ces opérations de recette a été décrite dans un document sur la stratégie écrit au premier trimestre 2006.

La création de jeux d'essais à partir de septembre et l'examen des résultats à partir de novembre se sont appuyés en grande partie sur la mobilisation des ressources des régimes. Le Gip a fait appel à la CNRACL et à l'Ircantec sous la forme de l'assistance du GIE ICDC pour la réalisation et la mise en place des outils de formatage des jeux d'essais, de gestion du référentiel de test (ensemble des fichiers à utiliser pour chaque test particulier), de gestion des anomalies, de planification et de suivi.

Les opérations de recette ont porté en novembre et décembre 2006 sur les fonctionnalités du collecteur sans échange direct avec les régimes, ainsi que sur les fonctionnalités de mises à jour ponctuelles de l'annuaire par l'intermédiaire du collecteur.

Le fonctionnement d'ensemble, avec des échanges régimes - collecteur, sera testé au cours du premier trimestre 2007 avec les régimes participant au pilote.

Pour les autres régimes, les tests auront lieu au cours du second trimestre 2007.

3.2.6. L'évolution des systèmes d'information des régimes

L'adaptation des systèmes d'information des régimes, pour les mettre en mesure de dialoguer avec l'annuaire et le collecteur dans le cadre du projet "droit à l'information" est une préoccupation majeure du Gip Info Retraite et des organismes membres. La construction du système d'information commun dépend en effet de l'implication de tous dans la construction des outils nationaux, mais aussi de l'adaptation par chaque régime de son propre système d'information.

Le Gip a, pour prendre en compte cette préoccupation, conçu trois documents :

- une grille d'évaluation des systèmes d'information. Cette grille a été diffusée aux régimes. Les réponses ont fait l'objet d'une synthèse ;
- un cahier des charges des échanges entre les systèmes d'information des organismes et les outils nationaux, déjà mentionné ;
- une convention type, à conclure entre le Gip et chaque organisme, présentant notamment les quatre degrés d'implication : inscription dans l'annuaire, démarrage en production, participation à la phase pilote, participation à la recette de l'ensemble des applicatifs en plus des recettes spécifiques aux régimes.

Les niveaux d'implication sont cumulatifs, c'est-à-dire, par exemple, que l'inscription à l'annuaire est nécessaire dans tous les cas, les engagements du démarrage en production sont aussi requis pour le pilote et la recette de l'ensemble des applicatifs.

Par lettre du 25 avril, le Président du Conseil d'administration du Gip a invité les responsables des organismes à se prononcer sur leur degré d'implication. La quasi totalité des réponses ont été reçues au cours de l'année 2006 (annexe 8).

Un suivi systématique de l'adaptation des systèmes d'information des régimes a été initialisé, afin de s'assurer de la participation effective des régimes au pilote et au démarrage en fonction des options choisies. Il en ressortait, en décembre 2006, que :

- les grands régimes participant au Pilote (Cnav, Agirc et Arrco, Régime social des indépendants, MSA) suivaient un calendrier adéquat ;
- la majorité des autres régimes ayant un grand nombre d'affiliés (SPE, régimes gérés par la CDC, trois grandes professions libérales de santé) suivaient un calendrier

⁽²⁾ RATP, Cavimac, Comédie Française, Port autonome de Strasbourg ; ils représentent 0,24 % des actifs pondérés.

- devant leur permettre de démarrer les tests d'intégration en avril ;
- pour les autres régimes, la visibilité était plus faible.

3.3. LES RELATIONS AVEC LES ASSURÉS

3.3.1. Le régime expéditeur

Les décrets du 19 juin 2006 posent le principe de l'expédition des documents par le dernier régime dans lequel l'assuré a des droits. Ce principe a été précisé lorsque l'assuré relève en dernier lieu de plusieurs régimes en répartissant dans ce cas les envois entre les régimes en fonction du mois de naissance de l'assuré (annexe 9).

Des règles de répartition ont aussi été adoptées pour les assurés pluri actifs, c'est-à-dire ayant eu successivement ou concomitamment au cours de l'année de référence des activités les conduisant à relever de régimes de base différents.

Le Conseil d'administration a enfin opté pour que le régime expéditeur soit visible pour l'assuré, à la fois grâce à la signature du courrier d'accompagnement et à son logo sur l'enveloppe d'envoi.

3.3.2. Les exclusions d'envoi

Un principe général de prudence a été adopté, au moins pendant la période transitoire, consistant à maximiser la qualité des documents envoyés plutôt que le nombre d'envois effectués. Les cas écartés donneront lieu à une analyse *a posteriori*, afin de définir les modalités de prévention et de correction à mettre en œuvre pour les cohortes suivantes. Pour cela, ces différentes situations seront incluses dans les statistiques issues du collecteur, et les images des documents correspondant seront stockées pour en permettre l'étude, voire le redressement.

Les cas d'exclusions seront revus à la lumière des résultats de la première cohorte en 2007.

Différents cas de non envoi, concernant les cas pour lesquels les données sont incomplètes, incohérentes ou présentent divers facteurs de risques ont été retenus (annexe 10).

3.3.3. La qualité des envois

Un tableau de bord de la qualité des envois et des documents a été entrepris par le Gip.

Les objectifs sont notamment :

- d'anticiper, a priori, la qualité des envois de relevé de situation individuelle et d'estimation indicative globale, en estimant les causes potentielles de dégradation de la qualité, par grands groupes de populations.

Cette anticipation permettra ensuite de mieux suivre la qualité *a posteriori* et de corriger les facteurs de dégradation.

- d'informer le Conseil d'administration de la qualité probable des envois et d'adapter en conséquence la communication du Gip Info Retraite.

Les principales causes de dégradation seront évaluées, qu'elles soient liées aux systèmes d'information des régimes, aux échanges de données, aux adresses, aux contrôles du collecteur, pour les causes communes au relevé de situation individuelle et à l'estimation indicative globale, ou liées à la non récupération de données indispensables (enfants, service national), à leur non prise en compte ou aux projections, pour l'estimation indicative globale.

Des éléments ont été recueillis auprès des régimes pour obtenir les premières estimations de la qualité des envois (annexe 11).

3.3.4. La gestion des retours

De nombreuses questions seront posées aux organismes membres du Gip, après réception des documents. Pour optimiser les réponses apportées et économiser ainsi le temps de travail des agents des organismes, les questions ont été réparties entre celles de niveau général, auxquelles chacun des organismes peut répondre et celles que seul l'organisme concerné peut traiter.

Questions de niveau général

- Toute question relative au droit à l'information, au Gip Info Retraite, à la finalité poursuivie par les documents envoyés.
- Toute question sur l'organisation de la retraite en France, la multiplicité des organismes, les notions de base et de complémentaire.
- Toute question portant sur l'état-civil, l'adresse, le numéro de sécurité sociale (données communes).
- Des questions générales de compréhension des documents et de vocabulaire (ce que signifie la synthèse, ce que sont des trimestres, des points, des tranches, des assiettes, etc...).
- Toute question portant sur la cause de non réception d'un document, si la réponse est lisible par le biais de l'archive ou déductible des conditions d'application des décrets.

Questions appelant un traitement par l'organisme concerné

- Toute question portant sur les informations personnelles de l'assuré figurant dans un feuillet particulier.
- Toute question portant sur un élément de carrière ou de droit (service national ou enfants pour l'estimation indicative globale) non géré par l'organisme interrogé ou relevant de la prise en charge d'un autre organisme.
- Toute demande de rectification portant sur des données relevant d'un autre organisme.
- Toute question portant sur l'ouverture de droit et les modalités du passage à la retraite dans un autre organisme.
- Toute question portant sur la cause précise de non réception d'un document, si la réponse générale fournie par l'archive ne suffit pas à l'assuré.

L'intérêt de cette répartition est en outre d'imposer à tous les membres du Gip une discipline collective dans les réponses à donner, qui sera facilitée par la mise à disposition d'un ensemble de documents de formation communs.

3.3.5. La formation des agents des organismes

Le Gip a tout d'abord élaboré des documents destinés aux agents des organismes pour préparer la mise en service de l'outil de simulation M@rel.

L'objectif a été de fournir aux organismes des informations de nature à leur permettre de former en tant que de besoin leurs personnels d'accueil, susceptibles d'être interrogés par les assurés sur ce nouveau produit.

Plusieurs supports ont été ainsi construits, puis diffusés en juin :

- un diaporama de formation, avec une présentation générale du droit à l'information, le déroulé d'une simulation type, une brève présentation des limites de l'outil et des principes de projection retenus ;
- des annexes : questions/réponses sur la navigation et le fond, lexique des termes employés, panorama des régimes de retraite, "who's who" des régimes de retraite permettant de réorienter l'assuré ;
- un "livre du maître" ;
- un démonstrateur.

Le Gip a ensuite entrepris la confection d'un kit de formation concernant l'envoi des documents au deuxième semestre 2007, composé de plusieurs modules.

Le module de présentation générale comprend les rubriques suivantes : références réglementaires du droit à l'information, calendrier de montée en charge et autres informations sur la période transitoire, cas d'exclusion, schéma du projet (collecte d'information), modèles de lettres, modèles de feuillets commentés (mode d'emploi), méthodes et principes de projection, rappel sur les notions d'euro constant, de brut et de net, prélèvements sociaux, récupération des données en vue de l'établissement de l'estimation indicative globale.

Le module d'orientation distingue l'annuaire des régimes et le rattachement des professions par régime.

Le module "gestion des retours" est constitué de : questions/réponses, glossaire des termes employés, présentation du pilote, principes généraux sur la gestion des retours, modalités pratiques et organisationnelles de suivi des retours (module réalisé par chaque organisme), questions de niveau 1 et questions de niveau 2.

Le module de formation sur le portail (hors régimes intégrant les web-services) comporte les fonctionnalités du portail et le module de prise en main.

Le kit devrait être livré aux régimes au cours du premier trimestre de l'année 2007.

3.4. L'OUTIL DE SIMULATION

L'année 2006 a été celle de la mise en ligne, en juin, de l'outil de simulation du Gip Info Retraite.

Pendant le premier semestre 2006, la construction de ce nouveau service aux assurés a été finalisée.

Pendant le second trimestre, les systèmes fonctionnels et techniques ont été fiabilisés et les premiers travaux d'amélioration du service ont été entrepris.

L'outil de simulation a été nommé M@rel, pour "Ma retraite en ligne" par une délibération du Conseil d'administration du 15 février 2006.

3.4.1. La construction de l'outil de simulation

Les tests fonctionnels ont été pilotés par une équipe mise à disposition du Gip par les régimes Organic et Cancava. Cette équipe a assuré la coordination des travaux réalisés par les maîtrises d'ouvrage et les maîtrises d'œuvre des différents régimes qui ont contribué à la réalisation du simulateur M@rel⁽³⁾.

Deux catégories de tests ont été distinguées : les tests dits mono-régimes pour les assurés n'ayant eu qu'un type de carrière (carrière salarié, carrière artisan, ...) et les tests dits multi-régimes pour les assurés ayant eu plusieurs types de carrière et des droits au sein de différents régimes de base et complémentaires.

Les tests mono-régimes ont été effectués respectivement par chaque régime et les tests multi-régimes par les régimes concernés par chaque cas de test. Les experts métiers ont été regroupés plusieurs jours ensemble sur un même lieu, afin d'expertiser les résultats produits par l'application et apporter les corrections nécessaires.

A l'issue de la recette fonctionnelle du simulateur, une actualisation des valeurs 2006 de toutes les tables (valeur du SMIC, plafond de la sécurité sociale, valeur des points selon les régimes, ...) a été opérée. Une dernière phase de recette avec ces valeurs a eu lieu en avril 2006 sur la base d'un échantillon de 8 cas de tests multi-régimes, qui a constitué la recette fonctionnelle finale de l'outil de simulation.

Les tests techniques ont été préparés par la Cnav et réalisés conjointement avec la MSA (Gétima), hébergeur du service. Ces tests concernaient les performances et l'endurance. Ils ont été réalisés sur la base de scripts types de sessions utilisateurs injectés à des fréquences de plus en plus élevées. A l'issue des tests et réglages, le dispositif technique était en mesure d'accueillir dans de bonnes conditions de l'ordre de 1 000 utilisateurs en 1 heure pour un trafic généré de près de 4 milliards d'octets échangés.

⁽³⁾ Cnav, Agirc-Arrco, Service des Pensions de l'Etat, CNRACL, Organic, Cancava, MSA Salariés et Exploitants Agricoles, Ircantec

A l'exception de la journée d'ouverture pendant laquelle 66 117 visites ont été enregistrées, la disponibilité et la qualité du service M@rel ont toujours été satisfaisantes.

La partie interface du simulateur (IHM) a fait l'objet de tests avec différentes plates-formes clientes (PC et MAC sous différents systèmes d'exploitation). Quelques correctifs ont été apportés pour assurer une meilleure compatibilité.

Enfin, la deuxième phase d'un audit de sécurité a été opérée en janvier pour contrôler la mise en œuvre des recommandations faites en 2005.

Une seconde phase de tests avant l'ouverture au public est intervenue en février sur la base d'une version stable et quasi définitive. L'objectif majeur était de mesurer la compréhension et la facilité d'utilisation des fonctionnalités de l'outil par des assurés et d'apporter les mesures correctrices nécessaires.

Trente entretiens ont été réalisés au cours du mois de février 2006, douze en province, dans la région dijonnaise, et dix-huit en région parisienne. La durée des entretiens a varié entre une heure quinze et deux heures.

Les résultats ont fait apparaître des points positifs : logique de conception et de progression appropriée à l'objectif, grande satisfaction des assurés parvenant au terme de la simulation, présentation des résultats facilement compréhensible, image des organismes de retraite valorisée par la modernité de l'outil - et des points négatifs : travail de mémoire complexe et choix inconfortables, distorsion entre le niveau de détail exigé et l'approximation d'une saisie sans document, nécessité de recourir aux documents personnels pour une simulation efficace, impossibilité d'archiver la simulation, progression de la simulation "chronophage" et souvent fastidieuse.

Un peu plus d'un tiers des assurés ont mené la simulation à terme, un peu moins d'un tiers ont été confrontés à des points de blocage ponctuels et le dernier tiers a abandonné.

Sur la base de ces enseignements, des adaptations ont été apportées : accompagnement de l'utilisateur dans les étapes de saisie et dans la navigation en multipliant les aides contextuelles repérables, clarification de certaines notions qui perturbaient l'assuré dans sa saisie, explication sur la valeur indicative de la simulation, en libérant l'utilisateur du recours aux documents, déplacement autorisé dans les étapes, adoption d'une mise en forme moins statique, mise en place d'une calculatrice au moment de la saisie des revenus, mise en ligne d'une "mascotte" avec un démonstrateur expliquant sous forme ludique la manière d'utiliser le simulateur aux différentes étapes de la simulation.

Enfin, la possibilité d'archiver une session en cours pour y revenir sans perte des données déjà saisies a fait l'objet d'études fonctionnelles et techniques.

3.4.2. La mise en place du pilotage et de la maintenance

Deux cahiers des charges ont été rédigés pour pouvoir disposer d'indicateurs de pilotage du service M@rel.

La Société Ip-Label a été retenue pour la fourniture des indicateurs techniques et la société Xiti pour la fourniture d'indicateurs métier.

L'activité de maintenance a été organisée (annexe 12). Elle est confiée par le Gip à deux de ses membres, la CNRACL et l'Ircantec avec une gestion opérationnelle par le GIE ICDC pour l'ensemble des modules, à l'exception du module "artisan et commerçant" dont le transfert de maintenance vers le GIE ICDC sera effective au début de l'année 2007, du module "Non Salariés Agricoles", dont la MSA garde la maintenance et du moteur de calcul de la Cnav, dont la Cnav garde la maintenance.

L'activité de maintenance et l'ensemble des procédures de maintenance ont été décrits dans une convention de maintenance validée par l'ensemble des régimes, comportant les descriptions correspondant aux maintenances corrective, adaptative, évolutive simple ou complexe et préventive.

La MSA héberge l'ensemble des plates-formes techniques, serveurs de dépôt, de recette, de pré-production et de production.

Les procédures de mise en exploitation des nouvelles versions de l'application ont été automatisées par des bascules automatiques opérées de nuit pour ne pas perturber le fonctionnement en journée.

3.4.3. L'utilisation du service et les premières préconisations d'amélioration

Des indicateurs d'utilisation du service ont été présentés régulièrement aux instances du Gip Info Retraite. Le niveau de consultation de l'outil de simulation est élevé, avec plus de 100 000 accès mensuels et le nombre d'utilisateurs arrivant aux résultats augmente régulièrement.

Les évolutions potentielles ont été décrites : fonctionnalités non mises en œuvre dans la version initiale, amélioration d'IHM, observations des utilisateurs et des agents des régimes assorties d'une évaluation de charge, ainsi que d'indicateurs sur les modules concernés, le niveau de complexité de l'évolution et des tests à réaliser.

Une hiérarchisation en lots des évolutions a été effectuée par le comité de pilotage M@rel, puis présentée au Conseil d'administration du Gip avec le projet de budget 2007.

Afin d'améliorer l'accessibilité du service M@rel par des personnes handicapées, un premier audit a été réalisé. Les préconisations feront l'objet d'une présentation en 2007.

3.4.4. Les perspectives d'évolution

Des travaux ont été engagés en 2006 pour définir les scénarios potentiels permettant d'assurer une complémentarité entre les documents envoyés aux assurés à compter de 2007 et l'outil de simulation. Deux pistes ont été identifiées qui seront approfondies : proposer à l'utilisateur de saisir certaines données figurant sur les documents reçus et favoriser les échanges

de données entre le collecteur et le simulateur pour les données relatives à la carrière passée.

Les études détaillées du module de la Cnavpl ont été finalisées et les développements ont été engagés. L'intégration de ce module doit avoir lieu dans le courant de l'année 2007.

3.5. LA COMMUNICATION ET LE SITE INTERNET

3.5.1. La communication

Le projet "droit à l'information" est par nature un projet de communication. La plupart des dossiers traités en 2006, documents à envoyer aux assurés, outil de simulation, site Internet, ont donc exigé une intervention des spécialistes de la communication du Gip et des organismes membres.

La mise en ligne de l'outil de simulation M@rel et du site Internet du Gip, en juin 2006, a été accompagnée d'une conférence de presse à laquelle ont participé, outre le Président du Conseil d'administration et le Directeur du Gip, le Président du Comité des usagers et la Vice-présidente du Conseil. Vingt six journalistes sont venus à cette conférence et les retombées ont été nombreuses. Un dossier de presse et un communiqué ont été remis (annexe 13).

Par ailleurs, des affiches et des marque-pages expliquant la démarche et indiquant l'adresse Internet du site ont été fabriqués et largement diffusés à l'ensemble du réseau du Gip.

Un dossier de présentation du Gip a également été mis en ligne puis régulièrement actualisé.

Enfin, les membres de l'équipe permanente du Gip ont à différentes reprises présenté le dossier du droit à l'information :

- Cnav, Paris : février
- CDC -Retraite des Mines, Paris : février
- CNRACL, Bordeaux : mars
- CNRACL, Bordeaux, pour le site Internet et M@rel : mai
- CRPCEN, Paris : mai
- Cnav, service communication, Paris, pour le site Internet et M@rel : juin
- SNCF, Marseille : juin
- Capeb, Paris : octobre
- Crav, Strasbourg : décembre
- Salon des micros entreprises, Paris : octobre
- Salon des Maires, Paris : novembre

3.5.2. Le site Internet

Après l'ouverture du site Internet au public, une procédure de mise à jour des contenus rédactionnels du site Internet www.info-retraite.fr a été arrêtée, distinguant le rôle du comité de rédaction et le circuit de publication des mises à jour.

Le comité de rédaction du site est composé des chargés de communication du Gip et des régimes.

Les membres du comité fournissent régulièrement des brèves destinées à alimenter la rubrique "Actualités". Le comité de rédaction se réunit au minimum une fois par trimestre pour procéder à la relecture et à la mise à jour des rubriques transversales. La mise à jour du contenu de ces fiches - propres aux régimes - relève de la responsabilité de chaque organisme.

Le comité de rédaction analyse les statistiques de fréquentation du site et les résultats de l'enquête de satisfaction en ligne. Il procède aux aménagements rédactionnels nécessaires et propose des évolutions d'architecture. Les évolutions du site sont soumises à la validation du comité technique.

La publication relève de la responsabilité du Gip.

3.5.3. La fréquentation de M@rel et du site Internet

Dès la mise en consultation, la fréquentation du site Internet et de l'outil de simulation a été très élevée : plus de 100 000 connexions pour chacun des deux sites la première semaine, confirmant ainsi l'intérêt des internautes pour ce type d'information.

Depuis, la fréquentation demeure à un niveau significatif, avec environ 5 000 connexions quotidiennes pour M@rel et 4 000 connexions pour le site Internet. En fin d'année, les visites cumulées étaient supérieures à 1 000 000. Un communiqué de presse a été diffusé à cette occasion.

Le site "info-retraite" est référencé en première position dans la plupart des moteurs de recherche, lorsqu'on tape le mot "retraite", soit directement, soit via son ancienne dénomination "espace-retraite", qui pointe sur le site info-retraite.

Les internautes ont la possibilité de compléter un questionnaire après leur visite. Les avis exprimés depuis l'ouverture du service font ressortir que :

- près de 40 % arrivent sur le site via un moteur de recherche ;
- la moitié des visiteurs souhaitent estimer le montant de leur retraite ;
- environ la moitié des visiteurs trouvent l'information cherchée ;
- 80 % sont satisfaits de l'ergonomie du site ;
- 54 % utilisent M@rel ;
- la moitié des utilisateurs de M@rel en sont satisfaits ;
- la majorité des visiteurs sont en activité, résident en France et ont entre 50 et 60 ans ;
- 70 % recommanderaient le site Web à un ami.

Les messages adressés au webmestre précisent les motifs d'insatisfaction : attente d'informations personnalisées et trop grande complexité d'utilisation de M@rel. Sur le premier point, des messages indiqueront plus clairement que le site n'a pas vocation à délivrer une

information individualisée, sur le second point, des améliorations seront apportées à M@rel pour tenir compte des observations des visiteurs.

En outre, un questionnaire sera ajouté sur M@rel, pour dissocier les appréciations portées sur les deux outils.

CHAPITRE 4 : LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

4.1. LE PERSONNEL

L'équipe permanente du Gip a été complétée en 2006, en restant néanmoins une équipe réduite de cadres, chargés d'animer et de coordonner l'ensemble des participants au projet (annexe 14) :

1^{er} janvier : Michel ARNOULT, adjoint du directeur des systèmes d'information ;

1^{er} octobre : Nathalie GANZIN, assistante projet informatique ;

1^{er} décembre : Elia CHANTAL, recrutée pour pallier le départ en congé de maternité de la responsable de la communication.

4.2. LES COMPTES

4.2.1. L'arrêt et l'approbation des comptes 2005

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes, pour l'exercice 2005, le 24 avril, puis les a approuvés le 5 juillet après avoir entendu le rapport du commissaire aux comptes, et a constaté un excédent comptable de 633 830 euros. Cet excédent a été comptabilisé dans un poste de produits constatés d'avance.

4.2.2. L'adoption du programme d'activité et du budget 2007

Le programme d'activité pour l'année 2007 comporte six axes (annexe 15) :

- les échanges d'informations pour constituer les documents ;
- la mise à disposition de l'information aux assurés ;
- la communication ;
- la maintenance de l'outil de simulation ;
- la gestion administrative et économique ;
- les veilles juridique et internationale.

Le budget (annexe 16) nécessaire à la mise en œuvre de ce programme d'activité a été présenté par domaine, identifiant le collecteur, l'annuaire, les actions de pilotage et de déploiement auprès des régimes et l'outil de simulation M@rel, outre l'administration générale du Gip.

4.3. LES CONSULTATIONS ET APPELS D'OFFRES

Six consultations ont été effectuées par le Gip en 2006. Les prestataires choisis et les dates de notification ont été les suivants :

- Stratégie de recette, GALILEO, 20 janvier,
- Test auprès des assurés (outil de simulation), BVA, 23 janvier,
- Réalisation du démonstrateur de simulation M@rel, EXM COMPANY, 21 avril,
- Impression d'affiches et de marque-pages pour la promotion du site Internet et de M@rel, CARACTERE S.A.S, 23 mai,
- Brochure valeurs, MEDI 6, 22 novembre,
- Assistance pour l'organisation de l'intégration du système RIS/EIG (régimes collecteur), ORGA CONSULTANTS, 30 novembre.

Sommaire

S
O
M
M
A
I
R
E

annexes

ANNEXE 1 : la délibération n° 2005-109 du 26 mai 2005	P.17
ANNEXE 2 : les membres du Gip	P.19
ANNEXE 3 : le Conseil d'administration	P.20
ANNEXE 4 : la répartition des contributions entre les organismes membres	P.21
ANNEXE 5 : le Comité des usagers	P.22
ANNEXE 6 : le Comité technique	P.23
ANNEXE 7 : la maquette de l'estimation indicative globale	P.24
ANNEXE 8 : la signature par les organismes des conventions indiquant leur degré d'implication	P.28
ANNEXE 9 : la détermination des régimes expéditeurs	P.29
ANNEXE 10 : les exclusions d'envoi	P.31
ANNEXE 11 : les premières estimations de la qualité des envois	P.33
ANNEXE 12 : l'organisation de la maintenance de l'outil de simulation	P.34
ANNEXE 13 : le communiqué de presse du 21 juin 2006	P.35
ANNEXE 14 : l'équipe permanente du Gip	P.36
ANNEXE 15 : le programme d'activité pour l'année 2007	P.37
ANNEXE 16 : le budget 2007	P.38

ANNEXE 1 :

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES - CNIL

DÉLIBÉRATION 2005-109 DU 26 MAI 2005

Délibération relative aux projets de décrets présentés par le ministère des solidarités, de la santé et de la famille visant à mettre en œuvre le droit à l'information des assurés sur leur retraite.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés, Saisie le 9 juillet 2004 par le ministre des solidarités, de la santé et de la famille d'une part d'un projet de décret en Conseil d'Etat relatif aux modalités et au calendrier de mise en œuvre progressive du droit des assurés à l'information sur leur retraite et modifiant le code de la sécurité sociale, et d'autre part, d'un projet de décret relatif au droit à l'information des assurés sur leur retraite, (...)

Après avoir entendu Mademoiselle Anne Debet, commissaire, en son rapport, et Madame Charlotte-Marie Pitrat, commissaire du Gouvernement, en ses observations, Emet l'avis suivant :

L'article L. 161-17 du code de la sécurité sociale, issu de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites a créé un droit à l'information des assurés sur les droits qu'ils se sont constitués dans les régimes de retraite obligatoires.

La commission est saisie par la direction des retraites et des institutions de la protection sociale complémentaire du ministère des solidarités, de la santé et de la famille, conformément aux dispositions de l'article L. 161-17 du code de la sécurité sociale et de l'article 11-4° a) de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, de deux projets de décret relatifs respectivement :

- aux modalités et au calendrier de mise en œuvre progressive du droit des assurés à l'information sur leur retraite et modifiant le code de la sécurité sociale (décret en conseil d'Etat) ;
- et au droit à l'information des assurés sur leur retraite (décret simple).

Le droit pour chaque assuré d'obtenir une information individuelle sur sa retraite se matérialise par l'envoi à l'intéressé :

- d'une part, d'un relevé de situation individuelle (RIS). Ce document d'information périodique contiendra le récapitulatif exhaustif de l'ensemble des régimes dans lesquels l'assuré s'est constitué des droits à retraite ;
- d'autre part, d'une estimation indicative globale (EIG). Ce document contiendra notamment les mêmes données que celles contenues dans le RIS, ainsi qu'une estimation du montant total et du montant de chacune des pensions susceptibles d'être versées au bénéficiaire.

Les projets de décret présentés par le ministère ont pour principal objet de définir le cadre réglementaire de l'obligation nouvelle pour les régimes de retraite concernés de s'échanger les données à caractère personnel nécessaires à la mise en œuvre du droit à l'information sur les retraites, sans toutefois que les modalités exactes de ces échanges ne soient encore fixées.

La Commission relève que la loi renvoie à un décret en Conseil d'Etat le soin de préciser les conditions dans lesquelles, pour la mise en œuvre du droit à l'information des assurés, les membres du groupement mettent notamment à sa disposition les informations relatives aux durées d'assurance et périodes correspondantes, aux salaires et revenus non salariés et au nombre de points pris en compte pour la détermination des droits à pension de la personne intéressée.

La Commission prend toutefois acte de l'impossibilité pour le ministère de définir aujourd'hui avec suffisamment de précision les modalités exactes de traitement et d'échange de données de nature à satisfaire aux prescriptions de la loi, en raison notamment de la complexité et de la diversité des règles de calcul à appliquer en vue d'obtenir des informations consolidées sur les droits à retraite acquis par un assuré dans les différents régimes dont il relève ou a relevé.

Dans la mesure où la Commission relève qu'aucun dossier de formalités préalables ne lui est présenté, elle estime que les projets de décret soumis à son examen ne sauraient être considérés comme les actes réglementaires constitutifs de traitements de données à caractère personnel exigés par la loi du 6 janvier 1978 modifiée.

La Commission rappelle également qu'elle devra, en tout état de cause, être saisie des traitements appelés à être mis en œuvre dans le cadre du droit à l'information créé par l'article L. 161-17 du code de la sécurité sociale, qui devront faire l'objet de dossiers de formalités préalables conformément aux dispositions de la loi précitée.

Sur les dispositions du projet de décret en Conseil d'Etat relatif aux modalités et au calendrier de mise en œuvre progressive du droit des assurés à l'information sur leur retraite et modifiant le code de la sécurité sociale la Commission est saisie de l'insertion, au code de la sécurité sociale, des articles R. 161-10 à R. 161-10-5.

Ces textes posent, en premier lieu, une obligation pour les régimes de retraite d'échanger les données à caractère personnel nécessaires pour établir le relevé de situation individuelle et l'estimation indicative globale d'un assuré.

A cette fin, l'article R. 161-10-0-1 du projet de décret en Conseil d'Etat prévoit que, pour l'établissement du relevé et de l'estimation, les organismes ou services visés à l'article L. 161-17 sont "autorisés à collecter et conserver le NIR des personnes physiques concernées".

L'article R. 161-10-0-3 précise par ailleurs que pour l'établissement du relevé et de l'estimation, chaque organisme est autorisé à conserver le NIR du bénéficiaire du droit à l'information à compter de son affiliation à l'un des régimes dont il a la charge et jusqu'à la liquidation des pensions de droit direct dues par ce régime.

La Commission estime justifiée la demande du ministère visant à autoriser, en vertu des dispositions des projets de décrets présentés, les organismes concernés par la mise en œuvre du droit à l'information des assurés sur leur retraite à collecter et à conserver le NIR des personnes bénéficiaires et considère que ces dispositions n'appellent pas d'observations.

Le décret énumère, en deuxième lieu, les organismes de retraite concernés ainsi que, de manière limitative, la nature des données susceptibles d'être échangées et conservées par eux.

Sur les dispositions des projets de décrets tendant à la prise en compte des droits et principes prévus par la loi du 6 janvier 1978 modifiée :

Les projets de décrets prévoient le renvoi de la définition des modalités de recueil, d'échange et de conservation des données à des décisions ultérieures du Gip approuvées par arrêté pris après avis de la Cnil.

Cette garantie procédurale d'encadrement des échanges de données par des décisions ultérieures du Gip approuvées par arrêté pris après avis de la Cnil concerne le recueil des données nécessaires à l'établissement du relevé de situation, les échanges d'informations et plus particulièrement l'échange des adresses postales personnelles des bénéficiaires, ainsi que la durée de conservation des données par les organismes concernés.

Ces données, énumérées par l'article R. 161-10-0-2 du projet de décret, sont relatives principalement :

- à la situation personnelle (état civil et Nir) ;
- à l'affiliation à un ou plusieurs régimes de retraite (dates de début et de fin d'affiliation, durées d'affiliation) ;
- aux différents employeurs successifs (nom, raison sociale, adresse, n° Siret) ;
- aux paramètres, propres à chaque régime, permettant le calcul des droits (durées d'assurance, montant des rémunérations, nombre de points, etc.).

La Commission prend acte de ce qu'il sera toutefois possible aux organismes ou services concernés de recueillir, avec l'accord préalable du bénéficiaire, des données complémentaires pertinentes au regard de ses droits à retraite et mentionnées dans l'accord relatives aux avantages sociaux et au service militaire.

La Commission prend acte de ce que l'organisme ou le service auprès desquels pourront s'exercer les droits d'accès et de rectification sont d'ores et déjà identifiés.

La Commission prend également acte de ce que l'envoi du relevé ou de l'estimation ne pourra être accompagné d'aucun autre document ni comporter d'autres mentions que celles relatives à son objet, à l'expéditeur et au destinataire.

La Commission relève en outre que les organismes ou services concernés ne sont habilités à échanger les données pertinentes qu'aux seules fins d'établissement du relevé et de l'estimation et rappelle, à cet égard, que cette habilitation est exclusive de tout autre utilisation des données échangées.

La Commission demande en outre que ces projets de décrets soient complétés par une disposition rappelant aux partenaires l'obligation d'information des assurés découlant de l'article 32 de la loi "informatique et libertés".

La Commission considère, compte tenu des garanties apportées visant notamment à soumettre la détermination des conditions et modalités de recueil, d'échange et de conservation des données à son avis préalablement à la mise en œuvre des traitements futurs, que ces dispositions n'appellent pas d'autres observations.

La Commission prend acte de ce qu'elle sera en conséquence saisie des projets d'arrêtés précisant les modalités de recueil, d'échange et de conservation des données mises en œuvre dans le cadre du droit à l'information des assurés sur leur retraite.

Compte tenu de ces éléments, la Commission, sur les projets de décrets présentés par le ministère des solidarités, de la santé et de la famille visant à mettre en œuvre le droit à l'information des assurés sur leur retraite :

- considère que la collecte et la conservation du NIR des bénéficiaires du droit à l'information sur les retraites par les organismes concernés par la mise en œuvre du droit à l'information des assurés sur leur retraite est légitime ;
- rappelle au ministère, au groupement d'intérêt public, et aux organismes concernés, que les projets de décrets présentés ne sauraient être considérés comme les actes réglementaires constitutifs de traitements de données à caractère personnel et que la Commission devra, en tout état de cause, être saisie en temps utile des traitements appelés à être mis en œuvre ;
- prend acte qu'elle sera saisie des projets d'arrêtés précisant les modalités de recueil, d'échange et de conservation des données mises en œuvre dans le cadre du droit à l'information des assurés sur leur retraite ;
- demande à ce que les projets de texte présentés soient complétés par une disposition rappelant aux partenaires l'obligation d'information des assurés découlant de l'article 32 de la loi "informatique et libertés" ;

Le Président, Alex TURK.

Traités cités : *Convention 1981-01-28 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, convention du Conseil de l'Europe. Directive 95-46 1995-10-24.*

Codes cités : *Code de la sécurité sociale L.161-17.*

Lois citées : *Loi 78-17 1978-01-06 art. 32, art. 11. Loi 2004-801 2004-08-06. Loi 2003-775 2003-08-21 art. 10.*

ANNEXE 2

LES MEMBRES DU GIP

- la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (**CNAV- TS**) ;
- la Caisse centrale de mutualité sociale agricole (**CCMSA**) ;
- l'Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés (**ARRCO**) ;
- l'Association générale des institutions de retraite des cadres (**AGIRC**) ;
- l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (**IRCANTEC**) ;
- la Caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile (**CRPNPAC**) ;
- le Régime social des Indépendants (**RSI**) ;
- l'Etat, représenté par le **Service des pensions** ;
- l'Etablissement de retraite additionnelle de la fonction publique ; (**RAFP**)
- la Caisse des dépôts et consignations au titre du Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat ; (**CDC**)
- la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (**CNRACL**) ;
- la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines (**CANSSM**) ;
- la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (**CRPCEN**) ;
- l'Etablissement national des invalides de la marine (**ENIM**) ;
- la Caisse nationale des Industries électrique et gazière (**CNIEG**) ;
- la Régie autonome des transports parisiens (**RATP**) ;
- les caisses de prévoyance et de retraite de la Société nationale des chemins de fer français (**SNCF**) ;
- la Banque de France ; (**BDF**)
- la Caisse de retraite des personnels de la **Comédie Française** ;
- la Caisse de retraite des personnels de l'**Opéra national de Paris** ;
- le **Port autonome de Strasbourg** ;
- la Caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes (**CAVIMAC**) ;
- la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (**CNAVPL**) ;
- la Caisse de retraite des notaires (**CRN**) ;
- la Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires (**CAVOM**) ;
- la Caisse autonome de retraite des médecins de France (**CARMF**) ;
- la Caisse autonome de retraite des chirurgiens dentistes (**CARCD**) ;
- la Caisse d'assurance vieillesse des pharmaciens (**CAVP**) ;
- la Caisse autonome de retraite des sages-femmes françaises (**CARSAF**) ;
- la Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs kinésithérapeutes, pédicures podologues, orthophonistes et orthoptistes (**CARPIMKO**) ;
- la Caisse autonome de retraite et de prévoyance des vétérinaires (**CARPV**) ;
- la Caisse d'allocation vieillesse des agents généraux et des mandataires non salariés de l'assurance et de la capitalisation (**CAVAMAC**) ;
- la Caisse d'allocation vieillesse des experts-comptables et des commissaires aux comptes (**CAVEC**) ;
- la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (**CIPAV**) ;
- la Caisse nationale des barreaux français (**CNBF**) ;
- Institution de retraite complémentaire de l'enseignement et de la création (**IRCEC**).

ANNEXE 3

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GIP

Président du Conseil d'administration : Claude DOMEIZEL

1^{ère} Vice-présidente du Conseil d'administration : Danièle KARNIEWICZ

2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration : Bernard DEVY

Régimes	Administrateur titulaire	Administrateur suppléant	Droits de vote
CNAVTS	Danièle KARNIEWICZ		30,432%
ARRCO	Bernard DEVY	Georges BOUVEROT	29,598%
AGIRC	Dominique de CALAN	Jean-Louis WALTER	4,586%
CANCAVA ⁽⁴⁾	Murielle BIALES-TOUREN	Dominique DESTAIN	1,985%
ORGANIC ⁽⁵⁾	Didier CANTAIN	Christine BOUDINEAU	2,779%
CCMSA	Michel MOREL	Elisabeth HUMBERT-BOTTIN	5,955%
Service des Pensions	Alain CASANOVA	Guy BILLARD	9,433%
CNRACL	Claude DOMEIZEL	Bernard COQUET	7,083%
IRCANTEC	Richard MONTIGNAC	Thomas BOISSON	3,970%
Collège des régimes spéciaux	Jean CHARMOIS	Yves BRUN	2,150%
Collège des professions libérales	Guy MOREL	Mme DEVAUD	2,03%
Total général			100 %

Participent également au Conseil d'administration :

- le contrôleur général : Régis GOUZE
- le représentant du ministre chargé de la Sécurité sociale, commissaire du gouvernement : Jean-Henri PYRONNET
- le représentant du ministre chargé du Budget, commissaire du gouvernement.

⁽⁴⁾ L'Assemblée générale du Gip du 2 octobre 2006 a pris acte de la fusion de l'Organic et de la Cancava au sein du RSI. Depuis, le RSI est représenté par Louis GRASSI, administrateur titulaire et Bernard EPRON, administrateur suppléant

⁽⁵⁾ idem

ANNEXE 4

REPARTITION DES CONTRIBUTIONS ENTRE LES ORGANISMES MEMBRES

Proposition de répartition pour les années 2007, 2008 et 2009				
Droits de vote et contributions budgétaires				
Régimes	Actifs cotisants 2007-2009	coefficient	Actifs pondérés 2007-2009	%
CNAVTS	16600000		7701600	30,186%
dont CNAV-ARRCO	11060000	0,5	5530000	
dont CNAV-ARRCO-AGIRC	3520000	0,33	1161600	
dont CNAV-IRCANTEC	2000000	0,5	1000000	
dont CNAV-IRCEC	20000	0,5	10000	
CCMSA	2250000		1450000	5,683%
dont salariés agricoles	1600000	0,5	800000	
dont exploitants agricoles	650000	1	650000	
ARRCO	16180000		7491600	29,363%
dont ARRCO-CNAV	11060000	0,5	5530000	
dont ARRCO-CNAV-AGIRC	3520000	0,33	1161600	
dont ARRCO-CCMSA	1600000	0,5	800000	
AGIRC	3520000	0,33	1161600	4,553%
RSI	1299000	1	1299000	5,091%
Service des pensions	2400000	0,99	2376000	9,313%
Caisse des dépôts				
CNRACL			1942000	7,611%
dont CNRACL	1863000	0,99	1844370	
dont FSPOEIE	55000	1	55000	
dont RAFP	4263000	0,01	42630	
IRCANTEC	2000000	0,5	1000000	3,919%
Régimes spéciaux				
IEG	145000	1	145000	0,568%
SNCF	167000	1	167000	0,655%
CANSSM	20000	1	20000	0,078%
ENIM	40000	1	40000	0,157%
Banque de France	15000	1	15000	0,059%
RATP	40000	1	40000	0,157%
Opéra de Paris	1800	1	1800	0,007%
Comédie française	300	1	300	0,001%
CRPCEN	40000	1	47000	0,184%
Port autonome de Strasbourg	150	1	150	0,001%
CRPN	29000	1	29000	0,114%
CAVIMAC	20000	1	20000	0,078%
Total régimes spéciaux	518250		525250	2,059%
Régimes des professions libérales				
CARCD	37000	0,5	18500	0,073%
CARPIMKO	123000	0,5	61500	0,241%
CAVAMAC	14000	0,5	7000	0,027%
CARSAF	2000	0,5	1000	0,004%
CIPAV	141000	0,5	70500	0,276%
CAVOM	5000	0,5	2500	0,010%
CAVEC	17000	0,5	8500	0,033%
CARMF	124000	0,5	62000	0,243%
CAVP	33000	0,5	16500	0,065%
CRN	8000	0,5	4000	0,016%
CARPV	9000	0,5	4500	0,018%
CNAVPL	513000	0,5	256500	1,005%
CNBF	44000	1	44000	0,172%
IRCEC	20000	0,5	10000	0,039%
Total professions libérales			567000	2,22%
Total général			25514050	100,000%

ANNEXE 5

LE COMITE DES USAGERS

Le Comité des Usagers a été installé le 22 juin 2005.

Monsieur Jean-Marie TOULISSE, représentant désigné par la CFDT, et Madame Dany BOURDEAUX, représentante désignée par l'UPA, ont été élus respectivement Président et Vice-présidente du Comité des usagers.

Organismes	Représentants
CFDT	M. Jean-Marie TOULISSE
CFE-CGC	Solange MORGENSTERN
CFTC	M. Guy NAULIN
CGT	M. Sylvio CICCOTELLI
CGT-FO	M. Francis KAIVERS
CGPME	M. Stéphane HUILLET
CNRPA	M. Georges GRULOIS
FNSEA	M. Claude COCHONNEAU
MEDEF	M. Bernard CARON ⁽⁶⁾
UNAPL	Mme Marie-Jeanne OURTH - BRESLE
UNCI	M. Alain KAMINSKI
UPA	Mme Dany BOURDEAUX
MINISTERE DES SOLIDARITES	Mme Marie-Thérèse LANCE
MINISTERE DES FINANCES	M. Philippe GAUTHIER

⁽⁶⁾ En cours d'année, le Médef a désigné Ludovic MERCIER pour remplacer Bernard CARON

ANNEXE 6

LE COMITE TECHNIQUE

Organismes	Membres
RSI	Corinne EL HARRAB
Secrétariat général du COR	Yves GUEGANO
CNRACL	Jean-Louis MOLAS
IRCANTEC	Jean-Luc MAUBE
CDC	Christophe ARNAUD
CNAVTS	François BROUSSE
CNAVTS	Jean-François CAUSSE
AGIRC et ARRCO	Pierre CHAPERON
AGIRC et ARRCO	Marie- Annick MASSART
AGIRC et ARRCO	Cécile VOKLEBER
CCMSA	Elisabeth HUMBERT-BOTTIN
CNAVPL	Eric FALQUE-VERT
Service des pensions de l'Etat	Alain PIAU
Service des pensions de l'Etat	Jean DELAUNAY
SNCF (collège régimes spéciaux)	Jean-Marc LEBRETON
DSS	Alain DUQUAY
GIP INFO RETRAITE	Jean-Marie PALACH
GIP INFO RETRAITE	Michel ARNOULT
GIP INFO RETRAITE	Florence BARAT -PAYRAUD
GIP INFO RETRAITE	Sophie HACQUARD
GIP INFO RETRAITE	François LAGARDE
GIP INFO RETRAITE	André LE CLECH
GIP INFO RETRAITE	Christophe MOREAU

ANNEXE 7

MAQUETTE DE L'ESTIMATION INDICATIVE GLOBALE

**Conseil d'administration du 24 avril 2006,
maquette des documents : estimation indicative globale**



MME ALINE GIP

75012 PARIS

Le 24 janvier 2007

Madame,

La loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites a instauré le droit, pour tout assuré, d'être régulièrement informé sur sa future retraite. Pour ce faire, elle a créé un Groupement d'Intérêt Public, le Gip Info Retraite, qui réunit les 36 organismes de retraite légalement obligatoires.

Nous avons aujourd'hui le plaisir de vous adresser, au nom de tous vos organismes de retraite et à titre de renseignement, votre première estimation individuelle globale.
Une nouvelle estimation vous sera adressée dans 5 ans si vous n'avez pas encore pris votre retraite.

- ☐ La première page du document comporte une estimation du montant de votre ou de vos pension(s) à différents âges de départ en retraite.
- ☐ La seconde page du relevé présente la synthèse de vos droits à la retraite connus au 31 décembre de l'année passée :
 - le nombre de trimestres pour votre retraite de base (durée d'assurance totale) ;
 - le nombre de points pour votre retraite complémentaire (ou de base).
- ☐ En l'état des informations détenues, les pages suivantes détaillent ces éléments pour chacun de vos organismes de retraite.
- ☐ Le dépliant joint rappelle l'organisation et les valeurs du système français de retraite.

Vous trouverez sur le site internet du Gip Info Retraite www.info-retraite.fr un guide d'utilisation de ce document et de nombreuses informations pour mieux comprendre votre retraite.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Directeur de la CNAV

Le Directeur de l'AGIRC et de l'ARRCO

VOS INTERLOCUTEURS

Pour toute information générale Pour rectifier vos coordonnées	Pour toute demande concernant un organisme en particulier
Régime Général de la Sécurité Sociale Tél 08 21 10 00 00 www.retraite.cnnav.fr	Veuillez contacter directement l'organisme de retraite compétent. Ses coordonnées figurent en haut de la page qui le concerne.
Votre numéro de sécurité sociale à rappeler dans toute correspondance : 2 49 01 00 000 000	

ESTIMATION INDICATIVE GLOBALE

ALINE GIP
2 49 01 00 000 000

MONTANT ESTIMATIF ANNUEL BRUT DE VOTRE RETRAITE		
AGES DE DEPART	60 ans	65 ans
	01/02/2009	01/02/2014
RETRAITE DE BASE		
Salarié du régime général (CNAV)	13 000 € (taux plein)	14 600 €
RETRAITE COMPLEMENTAIRE		
Salarié du secteur privé (ARRCO)	508 € (taux plein)	748 €
TOTAL ANNUEL	13 508 €	15 348 €
Equivalent par mois	1 125 €	1 279 €

Le tableau ci-dessus détaille le montant de vos retraites en fonction de plusieurs âges de départ.

-L'âge de départ au plus tôt

C'est l'âge auquel vous avez le droit de partir en retraite.

Attention, à cet âge, vous n'aurez pas nécessairement réuni la durée d'assurance correspondant au taux plein et, dans ce cas, si vous demandez votre retraite, elle sera diminuée définitivement (décote).

Cet âge varie selon les régimes :

- Pour les salariés, artisans, commerçants, professions libérales, exploitants agricoles, l'âge légal est fixé à 60 ans. Des possibilités de départ avant cet âge existent pour les personnes ayant commencé à travailler entre 14 et 16 ans et justifiant de très longues carrières. Elles n'apparaissent pas sur ce document, il convient de se renseigner auprès de son organisme de retraite.
- Pour les fonctionnaires, l'âge légal est fixé à 60 ans. Des possibilités de départ avant cet âge existent. Elles sont fonctions de la nature des services, par exemple les services en catégorie active ou insalubre prennent en compte le caractère pénible de l'emploi, la situation de famille, les carrières longues, etc.
- Dans certains régimes spéciaux, le droit à la retraite peut être ouvert avant 60 ans et la notion de taux plein n'existe pas.

-L'âge de départ au taux plein

Il s'agit de l'âge auquel vous pouvez bénéficier de votre retraite (sans décote). Cet âge peut varier d'un régime de retraite à l'autre. Si vous choisissez de partir en retraite entre cet âge et 65 ans, votre retraite est augmentée (surcote).

-Départ à 65 ans ou dans la limite d'âge

Si vous prenez votre retraite à partir de l'âge de 65 ans, votre pension est automatiquement calculée au taux plein, quelle que soit votre durée d'assurance.

Comment est calculée l'estimation indicative globale ?

L'estimation est établie en euros aujourd'hui, sur la base :

- d'une stabilité de vos revenus jusqu'au moment de votre départ à la retraite ;
- de vos droits potentiels, y compris ceux liés au service militaire et aux enfants, s'ils ont été portés à la connaissance des régimes ;
- d'un maintien de la réglementation en vigueur à ce jour ;
- des hypothèses d'évolution économique retenues par la Loi de Financement de la Sécurité Sociale et le Conseil d'Orientation des Retraites.

Edité le 24/01/2007

Ce document est délivré en l'état de la réglementation et des informations détenues. Il présente à ce titre un caractère indicatif et provisoire.
Il ne saurait engager les régimes de retraite conformément aux dispositions de l'article D 161-2-1-3 du code de la sécurité sociale.
La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés vous reconnaît un droit d'accès et de rectification.

2/6

RELEVÉ DE SITUATION INDIVIDUELLE
 Synthèse de vos droits, connus au 31/12/2005,
 dans vos régimes de retraite légalement obligatoires

ALINE GIP
 2 49 01 00 000 000

RETRAITE DE BASE	
Régimes	Nombre de trimestres
Salarié du régime général (CNAV)	153
Durée d'assurance totale	153

RETRAITE COMPLEMENTAIRE	
Régimes	Nombre de points
Salarié du secteur privé (ARRCO)	210,45
Les valeurs de point diffèrent selon les régimes. Elles vous sont précisées dans les pages propres à ces régimes.	

Vous trouverez le détail de vos droits par organisme de retraite dans les pages suivantes.

Les régimes de base tiennent compte de la durée d'assurance. Pour la plupart des assurés, la durée d'assurance nécessaire pour obtenir le taux plein sera de 160 trimestres en 2008. Elle augmentera ensuite d'un trimestre par an, en fonction de votre année de naissance, pour atteindre 164 trimestres en 2012.

Dans les régimes en points, principalement les régimes complémentaires, le versement des cotisations donne droit, chaque année, à l'attribution de points. La retraite sera égale au nombre de points multiplié par la valeur du point.

Edité le 24/01/2007

Ce document est délivré en l'état de la réglementation et des informations détenues. Il présente à ce titre un caractère indicatif et provisoire.
 Il ne saurait engager les régimes de retraite conformément aux dispositions de l'article D 161-2-1-3 du code de la sécurité sociale.
 La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés vous reconnaît un droit d'accès et de rectification.

3/6

RETRAITE DE BASE DES SALAIRES DU REGIME GENERAL

ALINE GIP
2 49 01 00 000 000

Année	Période		Employeur ou nature de la période	Salaire annuel (1)	Trimestres
	Début	Fin			
1965	/	/	Activité salariée	1 186 FRF	4
1966	/	/	Activité salariée	4 204 FRF	4
1967	/	/	Activité salariée	5 025 FRF	4
1968	/	/	Activité salariée	6 289 FRF	4
1969	/	/	Activité salariée	862 FRF	4
1970	/	/	Période assimilée assurance vieillesse		1
1972	/	/	Assurance vieillesse des parents au foyer	4 004 FRF	4
1973	/	/	Assurance vieillesse des parents au foyer	5 963 FRF	4
1979	/	/	SARL Claude	6 000 FRF	4
1980	/	/	SARL Claude	6 000 FRF	4
1981	/	/	SARL Claude	6 100 FRF	4
1982	/	/	SARL Claude	6 200 FRF	4
1983	/	/	SARL Claude	7 000 FRF	4
1984	/	/	SARL Claude	7 000 FRF	4
1985	/	/	SARL Claude	7 500 FRF	4
1986	/	/	SARL Claude	8 000 FRF	4
1987	/	/	SARL Claude	8 700 FRF	4
1988	/	/	SARL Claude	8 700 FRF	4
1989	/	/	SARL Claude	9 000 FRF	4
1990	/	/	SARL Claude	11 000 FRF	4
1991	/	/	SARL Claude	14 500 FRF	4
1992	/	/	SARL Claude	15 000 FRF	4
1993	/	/	SARL Claude	1 048 FRF	4
1994	/	/	SARL Claude	15 000 FRF	4
1994	/	/	Mr Le Dir Services Fiscaux Aisne	4 400 FRF	4
1995	/	/	Mr Le Dir Services Fiscaux Aisne	13 800 FRF	4
1995	/	/	SARL Claude	4 400 FRF	4
1996	/	/	SARL Claude	4 180 FRF	4
1997	/	/	SARL Claude	4 400 FRF	4
1998	/	/	SARL Claude	4 180 FRF	4
1999	/	/	SARL Claude	4 400 FRF	4
2000	/	/	SARL Claude	4 400 FRF	4
2001	/	/	SARL Claude	4 400 FRF	4
2002	/	/	SARL Claude	1 000 €	4
2003	/	/	Renault Traiteur	3 000 €	4
2004	/	/	Renault Traiteur	3 400 €	4
2005	/	/	Renault Traiteur	3 500 €	4
Total trimestres régime général					137

1) dans la limite du plafond annuel de la sécurité sociale

.../...

Edité le 24/01/2007

Ce document est délivré en l'état de la réglementation et des informations détenues. Il présente à ce titre un caractère indicatif et provisoire.
Il ne saurait engager les régimes de retraite conformément aux dispositions de l'article D 161-2-1-3 du code de la sécurité sociale.
La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés vous reconnaît un droit d'accès et de rectification.

4/6

RETRAITE COMPLEMENTAIRE DES SALAIRES DU REGIME GENERAL

ALINE GIP
2 49 01 00 000 000

Informations complémentaires

Seules sont mentionnées les données relatives à votre carrière. D'autres éléments pourront être pris en compte au moment de la retraite. Les périodes d'activité à l'étranger sont également exclues de ce document et n'ont pas été prises en compte dans le calcul estimatif que nous vous adressons. Elles seront comptabilisées au moment de la liquidation de vos droits, si l'activité a été exercée dans un pays de la zone d'application des règlements communautaires ou dans un pays ayant signé une convention de sécurité sociale avec la France.

Autres durées prises en compte non rattachées à une année	Trimestres
2 enfants	16
Total des trimestres supplémentaires	16
Report du total trimestres du relevé de carrière	137
Total général de la durée d'assurance en trimestres	153

Majoration de montant

Si vous avez eu ou élevé 3 enfants ou plus, une majoration de 10% pourra être appliquée sur le montant de votre retraite lors de la liquidation de vos droits.

Edité le 24/01/2007

Ce document est délivré en l'état de la réglementation et des informations détenues. Il présente à ce titre un caractère indicatif et provisoire.
Il ne saurait engager les régimes de retraite conformément aux dispositions de l'article D 161-2-1-3 du code de la sécurité sociale.
La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés vous reconnaît un droit d'accès et de rectification.

5/6



RETRAITE COMPLEMENTAIRE DES SALAIRES DU SECTEUR PRIVE

ALINE GIP

2 49 01 00 000 000

Année	Période		Activité ou nature de la période	Points ARRCO
	Début	Fin		
1982	21/03	31/12	SARL CLAUDE	4,01
1983	/	/	SARL CLAUDE	4,01
1984	/	/	SARL CLAUDE	4,01
1985	/	/	SARL CLAUDE	4,01
1986	/	/	SARL CLAUDE	4,58
1987	/	/	SARL CLAUDE	4,58
1988	/	/	SARL CLAUDE	4,58
1989	/	/	SARL CLAUDE	5,15
1990	/	/	SARL CLAUDE	5,15
1991	/	/	SARL CLAUDE	5,72
1992	/	/	SARL CLAUDE	4,01
1994	/	/	SARL CLAUDE	5,15
1995	/	/	SARL CLAUDE	5,15
1996	/	/	SARL CLAUDE	4,58
1997	/	/	SARL CLAUDE	4,01
1998	/	/	SARL CLAUDE	3,43
1999	/	/	SARL CLAUDE	3,67
2000	/	/	SARL CLAUDE	3,49
2001	/	/	SARL CLAUDE	3,44
2002	01/01	11/11	SARL CLAUDE	3,72
/	01/03/2003	31/12/2005	SARL RENAULT TRAITEUR	124,00
TOTAL DES POINTS				210,45

La valeur annuelle du point Arrco au 1er avril 2005 est de : 1,1104 euro.

Edité le 24/01/2007

Ce document est délivré en l'état de la réglementation et des informations détenues. Il présente à ce titre un caractère indicatif et provisoire.
 Il ne saurait engager les régimes de retraite conformément aux dispositions de l'article D 161-2-1-3 du code de la sécurité sociale.
 La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés vous reconnaît un droit d'accès et de rectification.

6/6

ANNEXE 8

SIGNATURE DES CONVENTIONS DE DEGRE D'IMPLICATION DES ORGANISMES

Régime / Organisme	Niveau	Etat
Agirc - Arrco	3-2	Convention signée
Cnav	3-2	Convention signée
SPE	3-1	
MSA	3-2	Convention signée
RSI (Organic-Cancava)	3-2	Convention signée
CNRACL (CDC) Ircantec (CDC) FSPOEIE (CDC) RAFP (CDC) Retraite des Mines (CDC)	2	
Cnavpl	2	
CARCD	2	
Carpimko	2	
Cavamac	2	
Carsaf	2	
Cipav	2	
Cavom	2	
Cavec	2	
Carmf	2	
CAVP	2	
CRN	2	
CARPV	2	
Ircec	2	
CNBF	2	
SNCF	2	Convention signée
CNIEG	3-1	Convention signée
RATP	1	
CRPCEN	3-2	Convention signée
Enim	2	Convention signée
CRPN	2	Convention signée
Opéra de Paris	1	Convention signée
Banque de France	2	
Comédie Française	1	Convention signée
Port Autonome de Strasbourg		
Cavimac	1	

ANNEXE 9

DETERMINATION DES REGIMES EXPEDITEURS

Assurés mono-actifs

Régimes concernés	Régime expéditeur / Règle de répartition
Cnav - Arrco	Cnav mois impairs / Arrco mois pairs
Cnav - Arrco - Agirc	Cnav mois impairs / Arrco et Agirc mois pairs
Cnav - Ircantec	Cnav
Cnav - Irceec	Cnav
Ircantec	Ircantec ⁽⁷⁾
CCMSA	CCMSA
CCMSA - Ircantec	CCMSA
CCMSA - Arrco	CCMSA mois impairs / Arrco mois pairs
CCMSA - Arrco - Agirc	CCMSA mois impairs / Arrco et Agirc mois pairs
Cancava	Cancava
Organic	Organic
CNRACL - Rafp	CNRACL
SPE - Rafp	SPE
CARCD - Cnavpl	CARCD
Carpimko - Cnavpl	Carpimko
Cavamac - Cnavpl	Cavamac
Carsaf- Cnavpl	Carsaf
Cipav - Cnavpl	Cipav
Cavom - Cnavpl	Cavom
Cavec - Cnavpl	Cavec
Carmf - Cnavpl	Carmf
CRN - Cnavpl	CRN
CARPV - Cnavpl	CARPV
CAVP - Cnavpl	CAVP
CNBF	CNBF
IEG	IEG
SNCF	SNCF
CANSSM	CANSSM
Enim	Enim
Banque de France	Banque de France
RATP	RATP
Opéra de Paris	Opéra de Paris
Comédie Française	Comédie Française
CRPCEN	CRPCEN
CCI Paris	CCI Paris
Port autonome de Strasbourg	Port autonome de Strasbourg
CRPN	CRPN
Cavimac	Cavimac

⁽⁷⁾ Cas des élus sans autre affiliation

Assurés pluri-actifs

Cas 1 : si les pluri-activités ont été successives au cours de l'année considérée, la dernière activité est prise en compte quelle qu'en soit la durée.

Cas 2 : si les activités sont concomitantes, le régime expéditeur est choisi selon l'ordre suivant des activités :

- 1) Fonction publique (c'est-à-dire que si la fonction publique fait partie des pluri-activités, elle a systématiquement la charge de l'expédition)
- 2) CNRACL
- 3) Régimes spéciaux
- 4) Salariés du privé
- 5) Salariés agricoles
- 6) MSA Exploitants agricoles
- 7) RSI
- 8) Professions libérales

A noter : pour les cas où une activité suppose la coexistence de régimes de base et complémentaire(s), le choix du régime expéditeur pour cette activité est réalisé selon les mêmes règles que pour les assurés mono-actifs (voir tableau ci-dessus).

ANNEXE 10

EXCLUSIONS D'ENVOI

• Exclusions réglementaires (décret en Conseil d'Etat)

Outre la montée en charge progressive des cohortes, le décret exclut du champ du droit à l'information pendant la période transitoire :

- les assurés ayant demandé ou obtenu la liquidation définitive ou provisoire (en cas de retraite progressive) de leur pension dans un régime ;
- les assurés ayant atteint l'âge minimal d'ouverture du droit à pension dans l'un des régimes dont ils ont relevé.

• Position de principe pour les données incohérentes ou à risque

Il est proposé de retenir un principe général prudentiel, au moins pendant la période transitoire, à savoir maximiser la qualité des documents envoyés plutôt que le nombre d'envois effectués. Les cas écartés devront donner lieu à une analyse a posteriori, afin de définir les modalités de prévention et de correction à mettre en œuvre pour les cohortes suivantes. Pour cela, il est demandé d'inclure ces différentes situations dans les statistiques issues du collecteur, et de stocker les images des documents correspondant pour en permettre l'étude, voire le redressement.

Les cas d'exclusions seront revus à la lumière des résultats de la première campagne en 2007.

Il est proposé de retenir différents cas de non envoi, concernant les cas pour lesquels les données sont incomplètes, incohérentes ou présentent divers facteurs de risques.

• Données incomplètes

Pendant la période transitoire, le traitement suivant est proposé pour les données incomplètes.

- En l'absence totale de données (soit non réponse de tous les régimes d'un assuré, soit impossibilité pour les régimes concernés de fournir des données), aucun document n'est envoyé.
- Pour le relevé de situation individuelle, même si les données sont incomplètes, il est envoyé tel quel.
- Pour l'estimation indicative globale, s'il manque les données pour un au moins des régimes, ou si l'un des régimes signale au collecteur que l'état de ses données s'oppose à une estimation significative de la durée d'assurance totale ou du montant de la retraite :
 - on envoie une estimation indicative globale sans la synthèse si au moins un du (des) régime(s) défaillant(s) est un régime de base [*impossibilité de calculer une durée d'assurance totale fiable*]
 - sinon, on envoie une estimation indicative globale complète, mais avec une mention "montant non déterminé" dans les cases correspondant au(x) régime(s) complémentaire(s) défaillant(s).
- Le courrier d'accompagnement mentionne que l'estimation n'a pu être faite en raison de l'absence de certaines données.
- Les cas concernés feront l'objet d'analyses pendant la période transitoire.

Une évaluation statistique des cas de données manquantes doit être réalisée dans les prochains mois.

• Données incohérentes inter-régimes

Si certaines données peuvent être isolées comme étant incohérentes ou risquées au sein d'un régime, d'autres ne pourront être décelées qu'après une remontée des données de tous les régimes et comparaison. Il apparaît particulièrement gênant, au regard du droit à l'information, de fournir à l'assuré une "information" gravement erronée sur l'ensemble de sa carrière, et de lui signifier par là des "droits" pour lesquels on peut d'emblée établir qu'ils comportent des erreurs substantielles. Les cas qu'il est proposé d'exclure pendant la période transitoire, ou a minima en 2007, sont ceux énumérés ci-dessous.

Situation à risque	Proposition de règle d'analyse au niveau du collecteur après consolidation des données
Absence d'un régime	
Régime de base sans complémentaire (quand celle-ci est obligatoire)	Il y a un feuillet Cnav ET il n'y a ni feuillet Agirc-Arrco, ni feuillet Ircantec, ni feuillet Irceec. Il y a un feuillet CCMSA Salarié agricole ET ni feuillet Agirc-Arrco, ni feuillet Ircantec.
Régime complémentaire sans base	Il y a un feuillet Agirc-Arrco, ET ni feuillet Cnav, ni feuillet CCMSA salarié agricole. Il y a un feuillet Irceec, ET pas de feuillet Cnav
Concomitance suspecte	
Carrières simultanées CNRACL et SPE	Il existe un feuillet CNRACL et un feuillet SPE avec des données.
Durées aberrantes ou non significatives	
Moins de 8 trimestres	Aucun régime n'a signalé de données incomplètes, ET la carrière (Durée d'assurance totale) est inférieure à 8 trimestres
Plus de 150 trimestres pour le relevé de situation individuelle, plus de 200 pour l'estimation indicative globale, hors trimestres de bonification (dont les trimestres enfants)	La consolidation (total du tableau chronologique) aboutit à plus de 150 trimestres pour le relevé de situation individuelle ou 200 pour l'estimation indicative globale.

• Données incohérentes internes à un régime

Il est admis que la détection et le traitement des données incohérentes ou à risques internes à un régime relèvent de la compétence et de la responsabilité de celui-ci, mais il convient de déterminer :

- les règles d'harmonisation entre les régimes s'il y a lieu ;
- si ces situations doivent bloquer l'envoi du feuillet ou celui du document.

• Situations de données incohérentes ou à risques internes aux régimes

Pour certains cas d'incohérences ou de risques qui ont été identifiés par les régimes, il est proposé de retenir les règles communes concernant l'envoi ou non des documents et feuillets concernés.

Situation	Blocage du document ou du feuillet	Obligatoire (harmonisation) ou au choix du régime
Absence de droits dans le régime (fonction publique)	Si l'assuré est radié, blocage du feuillet ; s'il est actif, mais avec moins de 15 ans de carrière, envoi d'une estimation indicative globale dégradée.	Obligatoire
Annulation ou rétablissement en cours	Document	Obligatoire
Information de décès parvenue entre-temps	Document	Obligatoire
Droit à jouissance différé	Document	Obligatoire
Dossier en cours de régularisation de carrière	Feuillet	Obligatoire
Dossier en procédure contentieuse ou pré-contentieuse (y compris cotisations impayées des indépendants)	Feuillet	Contentieux : obligatoire Pré-contentieux : au choix du régime
Présumés nés	Feuillet	A l'appréciation du régime
Montants de revenus paraissant anormaux	Feuillet	A l'appréciation du régime
Rachat en cours	Non, le régime ne prend en compte que la partie du rachat payée ou remontée dans son système d'information.	

ANNEXE 11

LES PREMIERES ESTIMATIONS DE LA QUALITE DES ENVOIS

L'évaluation présentée ci-dessous est une première approche constituée avec les données ou les éléments d'évaluation dont les régimes peuvent disposer par ailleurs. Les travaux vont se poursuivre en 2007 avec les régimes pour parvenir à mettre en place un tableau de bord de la qualité des envois qui soit plus adapté à ses finalités et qui permette de suivre des évolutions, notamment les effets des nombreuses actions qui sont en cours dans les régimes.

1) Quel est le pourcentage des personnes assurées dans votre régime (générations 1949 et 1957, en distinguant les actifs des radiés) qui disposeront d'un NIR non certifié en juillet 2007 ?

Selon les régimes, entre 5 et 10 % des assurés ne recevront pas le feuillet du régime, ou le document.

2) Concernant les générations 1949 et 1957, les données carrières seront-elles entièrement disponibles en juillet 2007 ? Sinon, pouvez-vous estimer pour quel pourcentage des personnes couvertes par votre régime vous n'aurez aucune donnée de carrière :

- parmi les actifs
- parmi les radiés ?

Les régimes qui encourraient le risque d'une indisponibilité totale des données pour une part significative de leurs assurés ont engagé des actions importantes pour que ce risque soit nul ou très marginal.

3) Pouvez-vous estimer quel pourcentage des personnes couvertes par votre régime (générations 1949 et 1957) auront des données de carrière incomplètes, que ce soit parmi les actifs ou parmi les radiés ?

L'évaluation chiffrée de l'indisponibilité partielle des données est assez difficile pour la plupart des régimes qui en revanche disposent d'une connaissance assez précise des données qui feront défaut et des assurés qui seront concernés.

4) Quelle est la typologie de ces cas (données indisponibles pour certaines parties de la carrière, pour certaines catégories de personnes, avant une date donnée, etc.) ?

Les données indisponibles sont assez souvent des données anciennes, voire très anciennes. Assez souvent aussi, des opérations d'enrichissement sont en cours pour remédier à cette indisponibilité.

5) Y a-t-il des cas où les données existent, mais ne pourront être exploitées à temps pour juillet 2007 ? Si oui, quels sont ces cas, et quelle est leur proportion dans les générations 1949 et 1957 ? Quelle est la disponibilité des données se rapportant à l'année N-1 de l'envoi, en pourcentage d'assurés pour qui ces données ne seront pas disponibles ?

La disponibilité des données de l'année qui précède l'envoi devrait être assez partielle pour les salariés puisque l'Agirc et l'Arrco ne disposeront des données N-1 que pour la moitié de leurs actifs.

Pour y remédier, une opération de sensibilisation des employeurs est en cours.

Toutefois, une indisponibilité des données de N-1 comprise entre 5 % et 10 % paraît être incompressible pour les régimes de salariés.

6) Parmi vos assurés des générations 1949 et 1957, quelle proportion a ou aura déjà procédé à la liquidation de sa retraite, ou serait en âge légal de le faire en juillet 2007 ?

L'effectif est assez significatif, au-delà de la fonction publique, pour la plupart des régimes.

7) Les circuits mis en place permettront-ils de faire parvenir au régime concerné des informations qui vous parviendraient concernant d'autres régimes (service national à prendre en charge par un autre régime, par exemple) ? Sinon, quels sont les cas pour lesquels il n'y a pas d'échanges prévus ?

SPE : oui

RSI : oui, mais les échanges avec la Cnav seront à sens unique en 2007.

8) Parmi vos assurés actifs en n-1 ou n-2, pour les générations 1949 et 1957, quelle est la proportion de ceux pour lesquels vous ne disposez pas d'une adresse ?

Pour les régimes qui ne détenaient pas ou n'utilisaient pas les adresses de leurs actifs, des actions sont en cours visant une détention complète des adresses pour tous les assurés, actifs au moins.

9) Parmi les adresses détenues, quelle est la proportion de celles qui ont été utilisées depuis moins d'un an ?

La dichotomie entre les régimes habituellement en contact et les régimes qui n'ont pas cette habitude est très prégnante sur cette question.

10) Si vous avez effectué des actions d'information de masse sur des générations quel a été le pourcentage de NPAI pour ces opérations ? Y a-t-il eu depuis des actions mises en œuvre pour augmenter la qualité de vos adresses ?

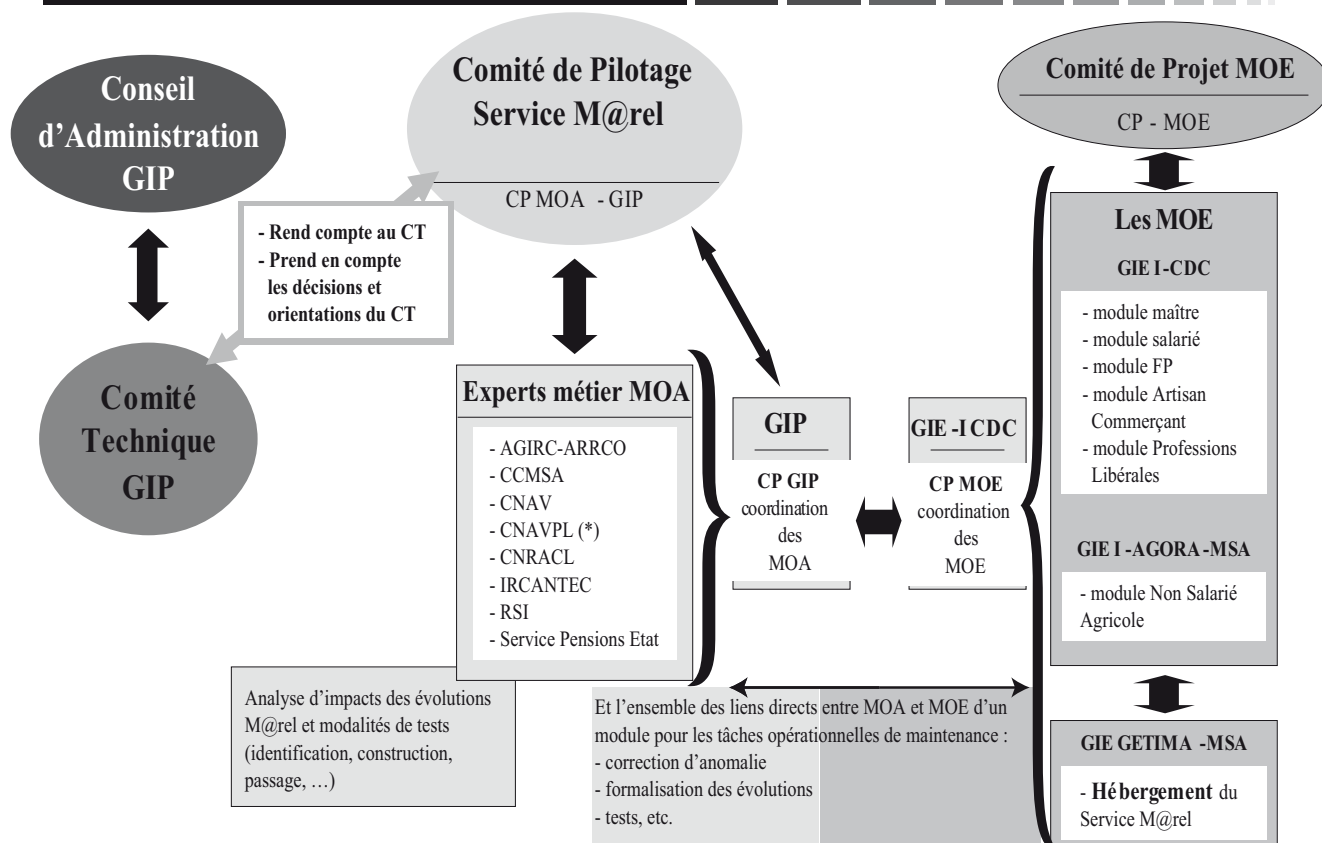
Quand ils sont connus, les taux de NPAI sont assez faibles.

ANNEXE 12

ORGANISATION DE LA MAINTENANCE



Organisation pilotage maintenance M@rel



Maintenance service M@REL

Mai 2006

n° 1

ANNEXE 13

COMMUNIQUE DE PRESSE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 21 juin 2006

Mise en œuvre du droit à l'information des assurés sur leur retraite : le Gip Info Retraite présente ses premières réalisations.

Le droit à l'information des assurés sur leur future retraite, prévu par l'article 10 de la loi du 21 août 2003, vise à informer régulièrement chaque assuré sur les droits qu'il s'est constitué auprès de ses différents régimes de retraite et, à partir d'un certain âge, sur le montant estimé de sa future retraite globale

Le Gip Info Retraite coordonne depuis 2004 les travaux des 36 organismes de retraite obligatoire, en vue d'assurer la mise en œuvre progressive de ce droit entre 2007 et 2010.

Le président de son Conseil d'administration, Claude DOMEIZEL, et son directeur, Jean-Marie PALACH, ont présenté l'avancée des travaux préparant l'envoi, tous les 5 ans, d'un document personnalisé à chaque assuré, à partir de 35 ans.

Ils ont par ailleurs annoncé l'ouverture au public de deux nouveaux outils, réalisés en ce projet ambitieux.

Le site de référence des régimes de retraite : www.info-retraite.fr

www.info-retraite.fr est le premier site commun à tous les organismes de retraite obligatoire français. Destiné aux assurés en activité, il leur permet notamment de découvrir leurs régimes de retraite en fonction de leur parcours professionnel, d'obtenir des conseils pratiques pour préparer leur départ en retraite, et d'estimer le montant de leur future retraite avec le simulateur M@rel.

M@rel : Ma retraite en ligne

Le simulateur M@rel offre la possibilité à toute personne travaillant ou ayant travaillé en France d'évaluer le montant de sa future pension en fonction de sa date de départ en retraite. Il s'adresse aux assurés de tous âges, et couvre la quasi-totalité des parcours professionnels : salariés des secteurs privé et public (hors certains régimes spéciaux), artisans, commerçants, exploitants agricoles, fonctionnaires. Une seconde version, mise en ligne en fin d'année 2006, intégrera les professions libérales.

CONTACT PRESSE :

SOPHIE HACQUARD - TEL : 01 56 95 04 49
sophie.hacquard@gip-retraite.fr

ANNEXE 14

L'EQUIPE PERMANENTE DU GIP INFO RETRAITE

Jean-Marie PALACH

Directeur

Michel ARNOULT

Adjoint du Directeur des systèmes d'information

Florence BARAT- PAYRAUD

Responsable d'études

Elia CHANTAL

Assistante de communication

Lydia DANA

Assistante de direction

Nathalie GANZIN

Assistante projet informatique

Sophie HACQUARD

Responsable de la communication

François LAGARDE

Directeur des systèmes d'information

Christophe MOREAU

Secrétaire général

A apporté son concours en tant que directeur de projet pour l'outil de simulation :

André LE CLECH - Organic

Ont apporté leur concours pour la mise en œuvre des échanges RIS/EIG :

Marie- Annick MASSART - Agirc-Arrco

Aymeric DE LA CRUZ - Agirc-Arrco

Emmanuelle GUGUEN - Cnav

ANNEXE 15

PROGRAMME PREVISIONNEL D'ACTIVITE DE L'ANNEE 2007

1. Echanges d'informations pour constituer les documents

- 1) suivi du plan de référence global du projet et pilotage de la réalisation de l'annuaire et du collecteur ;
- 2) pré production, passage à blanc, tests de charge ;
- 3) réalisation du pilote ;
- 4) conduite de la campagne 2007 ;
- 5) maintenance de l'ensemble du système d'information.

2. Mise à disposition de l'information aux assurés

- 1) mise en œuvre des modalités de coordination et des procédures de réponse aux demandes d'information ou de rectification des assurés ;
- 2) mise en œuvre d'un programme de formation à dispenser à la ligne d'accueil des différents organismes préalablement à la mise en œuvre du droit à l'information ;
- 3) définition et mise en œuvre d'un programme d'information à destination des autres organismes et structures du domaine social ;
- 4) mise au point et suivi d'un tableau de bord de la qualité des envois.

3. Communication

- 1) tenue et actualisation du site Internet ;
- 2) communication de service autour des deux services existants : site Internet et M@rel ;
- 3) communication de service pour accompagner le lancement des premiers documents ;
- 4) mise à jour de la brochure "Ma retraite - mode d'emploi" ;
- 5) actions de communication externe liées au droit à l'information (contacts presse, interventions, réalisation de supports...) ;
- 6) recensement des supports d'information proposés aux assurés par les régimes, dans le cadre du droit à l'information.

4. Outil de Simulation

- 1) maintenance (corrections, amélioration des fonctionnalités, nouveaux régimes...).

5. Gestion administrative et économique du Gip

- 1) gestion des matériels, locaux, comptabilité ;
- 2) gestion du personnel ;
- 3) exécution du budget de l'année 2007 et préparation du budget de l'année 2008 ;
- 4) gestion des différentes instances prévues par la convention constitutive.

6. Veilles juridique et internationale

- 1) mise en place d'une veille juridique ;
- 2) mise en place de relations avec les instances européennes ou internationales compétentes (Adecri , Reif...).

ANNEXE 16

BUDGET 2007

Budget global : 4 046 100 €
Dont Annuaire / Collecteur : 1 980 000 €

		Dépenses générales	Programme Collecteur	Programme Annuaire	Pilotage et déploiement	Marel	Total
60	Achats						0,00
604	Achats d'études et prestations de service	31 600,00	1 613 000,00	367 000,00	144 000,00	463 000,00	2 618 600,00
605	Achats de matériel, équipements et travaux	5 000,00					5 000,00
6051	Achat de matériel informatique	15 000,00			5 000,00		20 000,00
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement						0,00
6064	Fournitures de bureau	10 000,00					10 000,00
61	Services extérieurs						0,00
611	Sous-traitance générale	98 000,00			40 000,00	2 000,00	140 000,00
612	redevances de crédits bails	3 000,00					3 000,00
613	Locations	140 000,00					140 000,00
614	Charges locatives	25 000,00					25 000,00
615	Entretien et réparations	10 000,00					10 000,00
6156	Maintenance, fonctionnement						0,00
616	Primes d'assurance	1 300,00					1 300,00
618	Documentation	4 000,00					4 000,00
62	Autres services extérieurs						0,00
621	Rémunérations du personnel permanent MAD	470 000,00					470 000,00
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	20 000,00					20 000,00
623	Information, publications, relations publiques					5 000,00	5 000,00
6231	Annonces et insertions	10 000,00					10 000,00
6236	Imprimés	56 000,00					56 000,00
6237	Publications	19 000,00					19 000,00
625	Déplacements, missions et réceptions	20 000,00					20 000,00
6257	Conférences de presse	5 000,00					5 000,00
626	Frais postaux et de télécommunications	6 000,00					6 000,00
627	Services bancaires et assimilés	400,00					400,00
63	Impôts, taxes et versements assimilés	35 000,00					35 000,00
64	Charges de personnel						0,00
64111	Rémunérations du personnel permanent direct	231 000,00					231 000,00
64113	Rémunérations des autres personnels						0,00
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	120 000,00					120 000,00
647	Autres charges sociales	10 800,00					10 800,00
65	Autres charges de gestion courante						0,00
651	Redevances pour brevets, licences et logiciels	5 000,00			6 000,00		11 000,00
68	Dotation aux amortissements	50 000,00					50 000,00
	Total =	1 401 100,00	1 613 000,00	367 000,00	195 000,00	470 000,00	4 046 100,00



4, place Félix Eboué - 75012 PARIS - Tél : 01 56 95 04 40